

AFFAIRES

La Presse

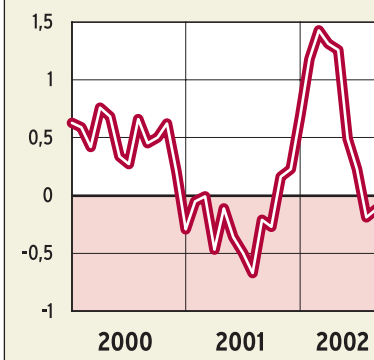
S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
6399,64 -33,01 -0,5%	933,00 3,88 0,4%	361,46 -1,66 -0,5%	231,10 -2,26 -1,0%	1401,17 4,63 0,3%	8678,27 106,67 1,2%	915,39 7,04 0,8%	318,20 \$US -0,10 -0,0%	24,14 \$US -0,96 -3,8%	64,24 CUS -0,10 64,23 CEURO -0,15

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 6 NOVEMBRE 2002

BOURSES

L'indice précurseur Desjardins

(Variation mensuelle)



Source: Valeurs mobilières Desjardins

L'économie québécoise décélère

RUDY LE COURS

APRÈS AVOIR ROULÉ presque à tombeau ouvert au premier semestre, l'économie québécoise ralentit depuis trois mois. Elle devrait trouver une erre d'aller plus raisonnable d'ici la fin de l'année et au début de 2003.

Voilà ce que semble indiquer l'Indice précurseur Desjardins (IPD) qui, en septembre, montrait un troisième recul d'affilée. L'IPD est fixé à partir de la mesure de 14 données dans les secteurs de la consommation, du marché du travail, de l'habitation, du commerce extérieur et de la Bourse.

Les chiffres publiés hier montrait un recul de 0,3 %, après un recul de 0,2 % en août et de 0,1 % en juillet.

Voir ÉCONOMIE en D2

L'action de la Banque TD malmenée en Bourse

MICHÈLE BOISVERT

L'action de la Banque TD a chuté de 5,4 % hier, son recul le plus important en trois mois et demi. Telle a été la sanction des investisseurs à l'annonce faite lundi, après la fermeture des marchés, que la banque augmentait de nouveau ses provisions pour mauvais prêts.

Il s'agit du deuxième trimestre consécutif où la Toronto-Dominion (TD) révisé à la hausse ses provisions pour créances douteuses. Et la facture est particulièrement salée. La TD mettra de côté 775 millions de dollars de plus que les 175 millions qu'elle avait déjà prévus au quatrième trimestre, portant à 950 millions le total des provisions pour ce trimestre. « Je m'attendais à ce que la TD augmente ses provisions pour mauvais prêts, déclare Elvis Picardo, analyste chez Global Securities. Mais j'avoue que l'ampleur de la révision m'a surpris. »

Ce sentiment était partagé par de nombreux autres analystes, assommés par l'importance de la provision supplémentaire, prise cette fois pour couvrir de mauvais prêts concentrés essentiellement dans le secteur de l'énergie. Au troisième trimestre, la TD avait augmenté ses provisions de 850 millions, pour refléter l'importance des prêts douteux consentis aux entreprises du secteur des télécommunications.

Selon l'agence Bloomberg, la hausse de lundi porte à 2,93 milliards le total des provisions pour

mauvais prêts de la TD pour l'ensemble de l'exercice 2002. Ce montant représente plus de quatre fois la provision de 620 millions mise de côté en 2001.

De l'avis d'Elvis Picardo, le geste fait lundi par la TD pourrait être imité par d'autres banques canadiennes. Les banques le plus souvent montrées du doigt sont la Banque CIBC et la Scotia.

Rappelons que le 9 octobre dernier, la firme de notation torontoise DBRS avait revu à la baisse les perspectives de la TD, la Scotia et la CIBC en raison de leurs engagements importants envers les entreprises des secteurs des télécommunications, de la câblodistribution et de la technologie.

Douche froide

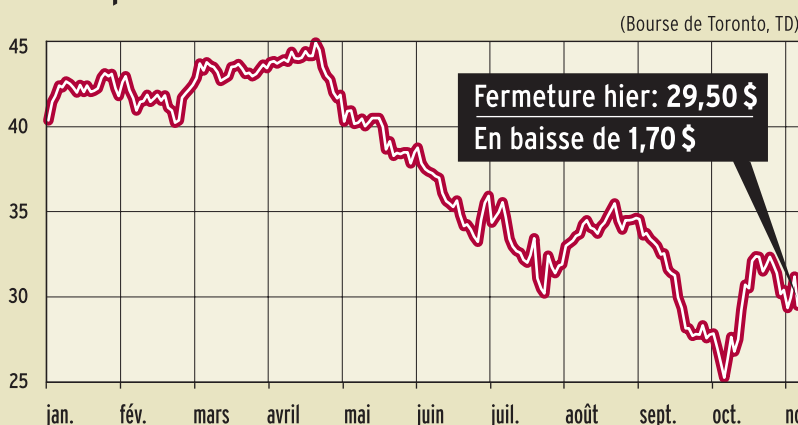
L'annonce de la TD a eu l'effet d'une douche froide sur les autres titres bancaires, plus particulièrement ceux de la Scotia et de la CIBC, qui ont perdu respectivement 3,9 % et 2,4 %. Au total, le sous-indice des services financiers à Toronto a reculé de 1,2 %.

Il s'agit de la deuxième secousse pour les titres bancaires en une semaine. Mardi dernier, le sous-indice des services financiers avait reculé de 2,6 %, après que le projet de fusion entre la Banque de Montréal et la Scotia eut essuyé une fin de non-recevoir, émanant directement du bureau du premier ministre Chrétien.

Mais pour certains gestionnaires de portefeuille, la dégelée subie par les titres bancaires, et plus particulièrement celle de la TD, représente une bonne occasion d'achat.

Voir BANQUE TD en D2

La Banque TD en Bourse cette année



Le président de la Banque Toronto Dominion, Charles Baillie, et son successeur Ed Clark, qui prend les rênes le mois prochain.

Source Bloomberg

AUJOURD'HUI

Le président de la SEC démissionne

Harvey Pitt, le président de la Securities and Exchange Commission, a démissionné, a annoncé hier soir la Maison-Blanche. *Page D2*

Bel effort, mais...

Hydro-Québec a finalement accouché hier d'un plan d'efficacité énergétique qu'elle qualifie d'ambitieux, mais dont les objectifs sont en réalité très modestes. *Page 3*

Le courrier de Michel Girard

Notre chroniqueur répond à quelques lecteurs. *Page 5*

Les grands magasins sont déçus

Pour le mois de septembre, les ventes des grands magasins, tels que Sears, La Baie, Wal-Mart et Costco, ont reculé de 3,2 % par rapport au mois d'août pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. C'est le montant le plus faible enregistré jusqu'ici en 2002. *Page 22*

Lebouyonnec défend Métaforia et traite les libéraux de démagogues

Une bonne idée poursuivie par la malchance, dit-il

FRANCIS VAILLES

STÉPHANE LEBOUYONNEC en a ras le bol. Le promoteur du défunt centre de divertissement Métaforia, à Montréal, est excédé de voir le Parti libéral du Québec se faire du capital politique sur le dos d'un projet qui aurait été rentable, n'eût été la malchance, dit-il.

En agissant ainsi, le Parti libéral nuit à l'industrie du capital-risque au Québec et pourrait faire fuir les entrepreneurs, croit M. Lebouyonnec. « Ça va faire, la démagogie. Il faut que les libéraux cessent de se servir du dossier Métaforia pour faire de la petite politique », a déclaré M. Lebouyonnec.

C'est la première fois depuis un an que l'homme devenu consultant au Groupe Secor reparle publiquement de Métaforia. Il a choisi de rompre le silence en accordant une entrevue à *La Presse Affaires*.

Métaforia, rappellez-le, a ouvert ses portes en février 2001, rue Sainte-Catherine. Son spectacle virtuel *Océania* était techniquement révolutionnaire, mais l'affluence plus faible que prévu a obligé l'entreprise à déclarer faillite quelques mois plus tard. L'aventure a fait perdre quelque 25 millions de dollars à la Société générale de financement (SGF) et à Investissement Québec, deux entités du gouvernement du Québec.

Aujourd'hui, les libéraux parlent d'un projet « broché à foin » et prennent Métaforia en exemple pour dénoncer l'interventionnisme à outrance du Parti québécois dans l'économie. Ces propos irritent M. Lebouyonnec, d'allégeance péquiste, qui a décidé de se vider le cœur.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©

C'est la première fois depuis un an que Stéphane Lebouyonnec reparle publiquement de Métaforia.

Tout pouvait laisser croire que Métaforia connaîtrait le succès, selon son ex-promoteur. En 1998, 600 000 personnes ont payé 5 \$ US chacune pour voir le spectacle *Océania* à l'Exposition universelle de Lisbonne, au Portugal. L'Expo durait trois mois et demi.

En 1999, ajoute-t-il, une étude de la firme américaine Forrester Research prévoyait une explosion de ce type d'attraction, avec l'ouverture

de 207 zones d'expérience aux États-Unis et un total de 326 millions de visiteurs. Plusieurs organisations ont d'ailleurs misé sur des produits similaires, dit M. Lebouyonnec, qui mentionne le projet de Walt Disney à Chicago et ceux, à Montréal, du Club Med et de Canderel (Forum Pepsi).

Des règles nuisibles à la SGF

Métaforia avait même réussi à conclure une entente de principe avec Simon Property Group, à la fin de 1999. Le promoteur immobilier américain prévoyait le déploiement du spectacle dans cinq emplacements, à commencer par le Mall of America, à Minneapolis, et le Caesars Palace de Vegas, dit M. Lebouyonnec, qui reconnaît toutefois que le loyer était plus élevé (60 \$ US le pied carré) qu'à Montréal (40 \$ CAN). Cette entente reconnaissait une valeur de 24 millions US à Métaforia.

L'ingénieur de formation ne critique pas la SGF, mais croit que deux de ses règles ont nui au projet. D'abord, la société d'État tenait mordicus à ce que le premier centre voit le jour au Québec, question de retombées économiques, mais le projet était d'abord destiné à des centres urbains plus importants, aux États-Unis.

Dès le départ, rappelle d'ailleurs M. Lebouyonnec, la SGF savait qu'il fallait lancer deux et même trois centres pour amortir les coûts de développement et rentabiliser l'entreprise, une affirmation que ne nie pas le porte-parole de la société d'État, Jean-Yves Duthel.

Voir LEBOUYONNEC en D2

Autre texte en D2

évolution à la Fraser

Depuis 120 ans, Fraser est synonyme d'ameublement traditionnel. Découvrez dès aujourd'hui la Boutique Évolution : la collection contemporaine signée Fraser, **présentement offerte à prix alléchants.**



Des meubles sans pareil®

Fraser2002boutiqueévolution

8300, rue Devonshire, Montréal (514) 342-0050 www.meublesfraser.com



Le président de la SEC démissionne

Associated Press

WASHINGTON — Soumis à une forte pression, Harvey Pitt, le président de la Securities and Exchange Commission (SEC), gendarme de la Bourse américaine, a démissionné hier, le jour des élections américaines de mi-mandat.

Dans une lettre au président George W. Bush, Harvey Pitt a déclaré que « le tumulte entourant (sa) présidence » rend sa tâche difficile. « Plutôt que d'être un poids pour vous ou pour l'agence, je pense qu'il est dans l'intérêt de tous que je me retire maintenant, pour permettre à l'agence de poursuivre les efforts importants que nous avons entrepris. »

Trois responsables américains, ayant requis l'anonymat, ont déclaré que la Maison-Blanche avait rapidement accepté la démission de Harvey Pitt, l'homme à la tête de la Commission qui a posé une foule de problèmes politiques au président George W. Bush, notamment dans les batailles opposant démocrates et républicains dans les élections de mi-mandat.

Harvey Pitt, qui a commencé à travailler à la SEC dans les années 1960 et travaillé en tant qu'avocat à Washington, avait essuyé des critiques pour avoir rencontré les responsables des entreprises soumises aux enquêtes de la SEC, qui contrôle la régularité des opérations de la Bourse américaine.

On lui reprochait également ses



Photothèque Reuters ©

Harvey Pitt

liens avec des firmes comptables américaines, à l'heure où la SEC enquête sur d'importantes malversations comptables commises dans les grandes corporations américaines. M. Pitt avait représenté cinq grandes firmes de comptabilité lorsqu'il exerçait dans le privé. Le mois dernier, les démocrates avaient demandé sa démission.

Hier soir, un haut responsable américain a déclaré que la Maison-Blanche n'avait pas encore décidé qui remplacerait Harvey Pitt à la tête de la SEC.

BANQUE TD

Suite de la page D1

« Le ménage est fait, estime Jean-Paul Giacometti, gestionnaire chez Claret. À mon avis, le pire est derrière et, au prix actuel, l'action de la Banque TD offre un rendement de dividende de 4 %, ce qui n'est pas négligeable. »

L'évolution de l'action de la TD en cours de séance semble donné raison à M. Giacometti. Après avoir chuté de 9,6 % à l'ouverture des marchés, l'action s'est par la suite redressée pour limiter son recul à 5,4 %.

D'ailleurs, même si la majorité des analystes ont révisé à la baisse leurs prévisions de résultats pour la TD, ainsi que leur cours cible,

nombreux sont ceux qui recommandent l'achat du titre. Selon l'agence Bloomberg, 61,5 % des analystes qui suivent la TD en recommande l'achat.

« J'appelle l'année 2002, l'année du concierge, déclare Pierre Bernard, gestionnaire chez BLC Edmond de Rothchild. Toutes les entreprises ont profité de la débâcle boursière pour faire le ménage et faire maison nette pour 2003. Je m'attends d'ailleurs à ce que d'autres banques suivent la TD. »

L'action de la Banque TD a finalement clôturé hier à 29,50 \$, en baisse de 1,70 \$.

ÉCONO FLASHES

Noranda | Décotée par DBRS

LA SOCIÉTÉ Dominion Bond Rating Service vient d'abaisser la cote des titres de dette de Noranda. Selon DBRS, les dépenses que Noranda consacre à de nouvelles mines et les bas prix du métal ont réduit la capacité de la compagnie de faire des paiements sur sa dette. Ainsi, Dominion a réduit de BBB+ à BBB la cote des titres de dette à long terme de 4,5 millions de dollars. Par ailleurs, la cote de la dette convertible de 150 millions de Noranda a été abaissée d'un cran, passant de BBB à BBB-. La cote de la dette de 650 millions à court terme est passée de R-1 à R-2. Toutes ces notations portent sur des émissions considérées sans risque. Noranda — plus importante compagnie minière canadienne au chapitre des ventes — tente d'épargner de l'argent en variant en actions le dividende à Brascan, qui a une participation de 40 % dans la compagnie. L'action a gagné 5 cents et terminé à 14,85 \$ hier à la Bourse de Toronto.

Nortel | Contrat de 100 millions dans les Caraïbes

NORTEL NETWORKS a annoncé hier avoir conclu une entente d'environ 100 millions de dollars sur trois ans pour fournir l'équipement d'un réseau sans fil à une grande compagnie de télécommunications des Caraïbes. Nortel deviendra le fournisseur exclusif de réseau GSM et GPRS pour Cable & Wireless West Indies, a indiqué l'équipementier dans un communiqué. Ce réseau devrait desservir des clients de 12 pays dans la région, dont la Jamaïque, les îles Caïmans et la Barbade. Cable & Wireless West Indies est une filiale de la compagnie britannique Cable & Wireless. La Jamaïque et les îles Caïmans étaient auparavant desservies par Ericsson, un rival de Nortel et un fournisseur de longue date de Cable & Wireless.

GM | Contrat de 50 millions avec l'armée canadienne

L'ARMÉE canadienne a annoncé hier l'octroi d'un contrat d'environ 49,7 millions de dollars à General Motors pour la fabrication d'un nouveau parc de véhicules militaires légers. Le contrat, qui prévoit la livraison de 861 camions légers, spécifie que les véhicules seront construits par GM à Detroit avant d'être adaptés à leurs fonctions militaires au Canada. Ce nouveau modèle de camion militaire sera fabriqué à partir de la série de camions Silverado de GM, et sera équipé par la suite de composantes militaires. Le camion sera utilisé principalement par la réserve et ne sera pas déployé lors de missions à l'étranger. Les premiers véhicules seront livrés au printemps 2003.

Four Seasons | Perte de 9% en Bourse

LE TITRE de la chaîne hôtelière de luxe Four Seasons a planté hier en Bourse après que le groupe eut annoncé lundi soir que ses résultats des troisième et quatrième trimestres seraient inférieurs aux prévisions. Four Seasons, dont la performance fait figure de baromètre pour l'industrie touristique de luxe, a indiqué lundi que les annulations de réservations de chambres dans ses deux hôtels de Bali et la fermeture de ses hôtels à Jakarta et en Europe avaient affecté ses résultats. Les attentats du 11 septembre 2002 et ceux de Bali en octobre dernier, combinés à une certaine faiblesse économique, ont aussi contribué à la révision à la baisse des prévisions. Le titre de Four Seasons a terminé la journée à 49,99 \$ à la Bourse de Toronto, en baisse de 4,94 \$. La compagnie prévoit une perte de 35 cents par action au troisième trimestre terminé à la fin de septembre, comparativement à une prévision initiale d'un bénéfice d'entre 24 et 28 cents par action.

CanWest | La perte se creuse

CANWEST Global Communications a creusé sa perte au quatrième trimestre en raison notamment d'une baisse du chiffre d'affaires par rapport à la période correspondante de l'an dernier, a rapporté hier le premier éditeur de journaux canadiens. CanWest a rapporté une perte de 104,1 millions de dollars, ou 59 cents par action, au trimestre terminé à la fin d'août, comparativement à une perte de 37 millions, ou 22 cents par action, un an plus tôt.

Reuters

MÉTAFORIA

Un spectacle de 35 minutes pour 20\$

FRANCIS VAILLES

STÉPHANE LEBOUYONNEC admet avoir fait des erreurs dans le dossier Métaforia. Il ne nie pas, par exemple, que les tarifs d'entrée étaient élevés.

Pour assister à une représentation du spectacle *Océania*, la fin de semaine, un adulte devait déboursier 20 \$ pour lui-même et 12 \$ pour son enfant. Une petite famille ne s'en tirait guère en bas de 50 \$. Durée du spectacle : moins de 40 minutes. Le centre offrait d'autres divertissements — jeux électroniques, mur d'escalade, etc. — mais ces attractions n'étaient pas comprises dans le prix. Ces forts tarifs expliquent vraisemblablement pourquoi l'entreprise n'a accueilli que la moitié des 400 000 spectateurs attendus en un an.

L'entreprise avait pourtant commandé une étude à Léger Marketing, selon laquelle le tarif ne devait pas dépasser 20 \$ pour un adulte. « On avait besoin de re-

venus et on s'est accoté sur le prix maximal, dit aujourd'hui Stéphane Lebouyonnec. Cet aspect-là (le marketing), ce n'est pas ma tasse de thé. »

Cet ingénieur industriel formé à l'École polytechnique avait été surtout actif en consultation depuis le début de sa carrière, en 1986. Après être passé par SNC-Lavalin puis Hypocrat, il a fondé Innovitech, en 1990, qui conseille les entreprises quant à leur financement et leur diversification stratégique.

L'homme âgé de 40 ans continue de se percevoir comme un « développeur ». L'entreprise auquel il est aujourd'hui associé, le Groupe Secor, a d'ailleurs une culture entrepreneuriale, dit-il.

Bien que l'aventure Métaforia a été financièrement catastrophique pour lui, Stéphane Lebouyonnec n'a pas de regret. « Il fallait le faire. J'aurais pu garder mes millions dans mes poches, mais je m'en serais voulu », dit-il.

LEBOUYONNEC

Suite de la page D1

Ensuite, la règle de participation maximale de 50 % de la SGF s'est avérée très contraignante. Lorsque le bateau a pris l'eau, à la fin de l'an 2000, la SGF n'a pu réinjecter des fonds pour le maintenir à flot, puisque l'entreprise détenait déjà 49 %. Il aurait fallu que les partenaires privés en rajoutent également et ils en étaient incapables.

Pas de veine? Justement...

Stéphane Lebouyonnec affirme que Métaforia a été poursuivie par une malchance inouïe. Il donne l'exemple suivant : en pleins travaux d'installation, les ouvriers ont soudainement vu une trombe d'eau gicler dans le sous-sol de l'immeu-

ble de la rue Sainte-Catherine. Il a fallu pomper, colmater, réparer, nettoyer... Une canalisation d'acqueduc rompue aurait déjà été une avarie bien assez grave, mais non : c'était une veine souterraine du fleuve Saint-Laurent !

Le vieil immeuble a également nécessité des travaux d'infrastructures importants.

La guigne a continué à s'acharner sur l'entreprise au moment de la grande première, en décembre 2000. Devant le vice-premier ministre de l'époque, Bernard Landry, le président de la SGF, Claude Blanchet, et une quarantaine de journalistes, le système a planté au début de la représentation. Résul-

tat : l'entreprise a perdu le capital sympathie du public et a dû reporter l'accueil des premiers spectateurs à la fin de février 2001.

Ces nombreux retards et coûts imprévus ont anéanti la marge de manoeuvre de Métaforia, dit M. Lebouyonnec, prévue notamment pour la publicité. Au début de l'été, l'entreprise s'est mise sous la protection de la loi de faillite.

De son côté, le Parti libéral se défend de faire de la démagogie avec Métaforia. « Notre rôle est de s'assurer que le gouvernement dépense adéquatement l'argent des contribuables », dit la critique en matière de finances, Monique Jérôme-Forget, qui n'a pas voulu commenter davantage.

ÉCONOMIE

Suite de la page D1

« La tendance négative qui s'enracine peu à peu annonce un rythme d'activité moins soutenu pour l'économie du Québec au cours des trois à six prochains mois », juge Hélène Bégin, économiste chez Desjardins.

Le comparatif « moins soutenu » n'est pas un euphémisme qui camouflerait la réalité inquiétante d'un vrai ralentissement ou d'une récession. Les taux de croissance de 6,2 % et de 5,7 % enregistrés au premier et deuxième trimestre sont tout simplement insoutenables. Les récents chiffres de l'IPD, qui donne une idée du comportement de l'économie sur un horizon de trois à six mois, suggèrent donc que la croissance serait de l'ordre de 2,5 à 3 % pour le deuxième semestre, ce qui ferait l'envie de bien des économies.

Une des raisons du ralentissement de l'économie québécoise, c'est l'économie américaine dont l'embranchage patine. Rappelons que 40 % du produit intérieur brut (PIB) est vouée aux exportations dont le tiers seulement est destiné au reste du Canada. C'est donc dire que 55 % de nos exportations prennent normalement le chemin du Sud, plus chaotique par les temps qui courent. En revanche, la qualité de l'économie canadienne représente une route attrayante sur laquelle roulent bon nombre de fabricants.

C'est toutefois la consommation effrénée qui propulse la croissance et qui a permis la création de 116 000 emplois depuis le début de l'année, explique Desjardins. Or, pour ne pas s'emballer tout à fait, elle réduit son rythme fou : les ventes au détail sont moins soutenues, tout comme celles de voitures, de meubles et d'électroménagers.

Toutefois, les consommateurs se remettront à acheter avant longtemps, si on se fie à l'activité toujours ef-

fervescente du secteur de la construction résidentielle.

Voilà en partie pourquoi, en 2003, l'économie va de nouveau peser sur le champignon, sans atteindre de vitesse dangereuse pour l'inflation toutefois. La semaine dernière, le Conference Board y allait d'une prévision de 3 % pour le Québec et de 3,5 % pour l'ensemble du Canada dont la majorité des provinces amorcent leur rattrapage économique post 11 septembre, un an après le Québec.

Le Québec pourra compter sur de grands travaux lancés par des entreprises des secteurs public et privé. Hydro-Québec, qui complète la centrale Sainte-Mar guerite, près de Sept-Îles, amorce ceux d'Eastmain 3 à la Baie-James et de Toulousteuc, sur la Basse-Côte-Nord, des chantiers évalués à 1,9 milliard de dollars. La Côte-Nord profitera aussi de la phase 2 de l'aluminerie Alouette évaluée à 1,4 milliard dont seuls les travaux de préparation du terrain ont été amorcés en 2002.

Le secteur des pâtes et papiers amènera aussi de l'argent en région avec la restauration des usines Gaspesia à Chandler, un projet commun Tembec, SGF et Fonds de solidarité, et celle de Trois-Rivières menée par le tandem Kruger-SGF.

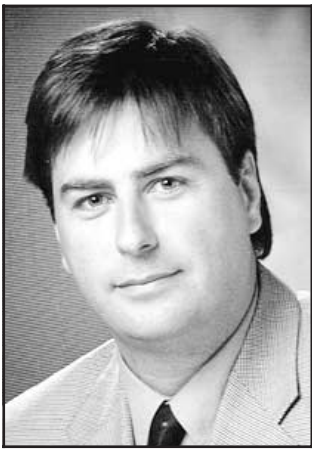
Desjardins dévoilera aujourd'hui ses prévisions qui respectent les proportions du Board bien qu'elles fixent une limite de vitesse plus élevée, promet M^{me} Bégin. La barre est de 3,9 % pour l'économie canadienne.



Pratt & Whitney Canada

Une société de United Technologies

M. Gilles Ouimet, président du conseil de Pratt & Whitney Canada Cie. (P&WC), et M. Alain M. Bellemare, président de Pratt & Whitney Canada Cie., sont heureux d'annoncer la nomination suivante :



Benoît Beaudoin

Benoît Beaudoin est nommé vice-président — Exploitation, fabrication internationale et logistique.

À ce titre, il a la responsabilité principale de piloter la stratégie de fabrication internationale de l'entreprise et d'intégrer les activités internationales dans la gestion mondiale de l'Exploitation de P&WC. Il continuera de gérer l'Unité Logistique, en entretenant une collaboration étroite avec le vice-président — Approvisionnement et logistique.

M. Beaudoin est titulaire d'un baccalauréat en génie industriel de l'École Polytechnique de l'Université de Montréal.

Il entre chez P&WC en février 2001 comme directeur — Fabrication, après avoir occupé plusieurs postes de haute direction chez Kraft Canada, au sein de la fabrication et de la production. Avant la présente nomination, M. Beaudoin était directeur — Logistique, P&WC.

P&WC, dont le siège social est à Longueuil (Québec), est un leader mondial parmi les motoristes équipant les avions d'affaires, les avions de transport régional ainsi que les hélicoptères. La société construit également des moteurs de technologie évoluée pour applications industrielles. Elle possède des installations et des centres de révision dans le monde entier. P&WC est une filiale de United Technologies Corporation (NYSE : UTX), société de haute technologie établie à Hartford (Connecticut).

Monsieur Bernard Lamarre vient d'être nommé à titre de président du conseil d'administration de l'École Polytechnique de Montréal pour un mandat de cinq ans.

Diplômé de Polytechnique en 1952, Monsieur Lamarre a obtenu des diplômes postuniversitaires en Grande-Bretagne du Imperial College of Science and Technology et de la University of London. Il a poursuivi une longue carrière dans le domaine du génie-conseil en tant que président-directeur général du Groupe Lavalin de 1972 à 1991 et comme conseiller spécial au conseil d'administration de SNC-Lavalin de 1992 à 1999. Depuis 1999, Monsieur Lamarre partage son temps entre les diverses firmes et organismes où il siège comme membre ou président du conseil.

Monsieur Lamarre a été reconnu pour sa contribution importante au monde de l'ingénierie. De plus, il s'est vu octroyer de nombreux doctorats honorifiques, notamment par l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université de Sherbrooke, University of Waterloo et Queen's University. Il est également officier de l'Ordre du Canada, officier de l'Ordre national du Québec et Fellow de plusieurs organismes comme l'Institut canadien des ingénieurs et la Société canadienne de génie civil. Il a reçu plusieurs autres distinctions, dont le prix Mérite de l'Association des diplômés de Polytechnique en 1985 et la médaille d'or du Conseil canadien des ingénieurs. Il a été président de l'Ordre des ingénieurs de 1993 à 1997.

Fondée en 1873, l'École Polytechnique de Montréal est l'un des plus importants établissements d'enseignement et de recherche en génie au Canada et demeure le premier au Québec quant au nombre de ses étudiants et à l'ampleur de son activité de recherche.

Hydro-Québec veut nous faire économiser, mais juste un petit peu

Un plan d'efficacité énergétique jugé « insignifiant »

HÉLÈNE BARIL

Talonnée par le gouvernement québécois pour qu'elle fasse quelque chose afin d'encourager l'économie d'électricité, Hydro-Québec a finalement accouché hier d'un plan d'efficacité énergétique qu'elle qualifie d'ambitieux, mais dont les objectifs sont en réalité très modestes.

La société d'État veut réduire d'ici trois ans la consommation d'électricité de 0,75 térawattheure par année, soit l'équivalent de la consommation de 36 000 maisons pendant 18 mois.

Ghislaine Larocque, vice-présidente d'Hydro-Québec Distribution, a qualifié le plan de « réaliste, ambitieux et exigeant », mais elle a reconnu qu'il n'aura aucun impact sur les revenus et les profits d'Hydro, qui continueront d'augmenter comme prévu au cours des trois prochaines années.

Pour encourager les économies d'énergie, Hydro-Québec mettra en oeuvre 16 programmes qui lui coûteront 109 millions de dollars sur trois ans. La plus grande part de cet argent ira aux entreprises, qui rece-

vront des subventions pour améliorer leur efficacité énergétique. Les consommateurs résidentiels devront se contenter d'un questionnaire pour établir leur bilan énergétique et des rabais consentis sur certains produits comme les thermostats électroniques et les minuteriers de chauffe-piscine.

Pourquoi subventionner les entreprises pour qu'elles économisent l'énergie alors qu'une hausse de leur tarif pourrait avoir le même effet, sans qu'Hydro débourse un sou ? « Le signal de prix est un élément de décision pour les entreprises », a reconnu M^{me} Larocque, mais il n'est pas le seul. Nous voulons aider les entreprises à faire le pas, pour que les économies se produisent plus rapidement. »

Pour les consommateurs résidentiels, le plan rendu public hier pourrait signifier des économies de 30 à 300 \$ sur une facture annuelle de 1300 à 1 500 \$, a précisé Ghislaine Larocque.

La société d'État estime que son objectif sera atteint si 750 000 clients résidentiels et 20 000 clients d'affaires participent à l'une ou l'autre de ses initiatives. Le nouveau plan d'efficacité énergétique n'empêchera pas Hydro de faire la publicité de climatiseurs et d'autres équipements qui augmentent la consommation d'électricité. « Ce n'est pas de la publicité qui



Photothèque PC ©

Il a fallu que la ministre Rita Dionne-Marsolais dénonce publiquement l'inaction de la société d'État dans la promotion des économies d'énergie pour qu'un nouveau plan soit élaboré.

incite à la consommation, mais qui incite à l'achat d'équipements efficaces sur le plan énergétique », s'est défendu la vice-présidente d'Hydro.

Le dernier plan d'action d'Hydro-Québec en matière d'efficacité énergétique remonte à 10 ans. Il a fallu que la ministre Rita Dionne-

Marsolais dénonce publiquement l'inaction de la société d'État dans la promotion des économies d'énergie pour qu'un nouveau plan soit élaboré.

Le plan d'Hydro a été jugé « insignifiant » par le président du Syndicat des scientifiques de l'Institut de recherche d'Hydro-Québec, Jean-Marc Pelletier. Selon lui, il y aurait beaucoup à faire pour réduire la facture énergétique du Québec, à commencer par la récupération des vapeurs industrielles, qui représentent une économie de 38 térawattheures (comparativement à 0,75 térawattheure pour le plan d'Hydro).

« Au-delà des palabres des ministres, Hydro vient de signifier qu'en matière d'économie d'énergie, c'est elle qui décide et qu'elle préfère construire des barrages », a commenté Jean-Marc Pelletier.

De son côté, la présidente du Centre québécois du droit de l'environnement, Hélène Sicard, croit que pour être efficace, l'action d'Hydro aurait dû être concertée, c'est-à-dire être l'initiative des divisions Distribution et Production. « On attendait ce plan-là depuis des années. C'est mieux que rien, mais ce n'est pas assez », a-t-elle commenté.

Au cours des 12 dernières années, les mesures mises sur pied par Hydro-Québec ont contribué à

réduire la consommation d'électricité des Québécois de 2,5 térawattheures, ce qui équivaut à la consommation de 120 000 résidences. Avec un objectif de 0,75 térawattheure, le nouveau plan est encore plus modeste que le dernier, mais sa durée est plus courte (trois ans). Il représente 9 % des économies d'énergie potentielles qui sont estimées à 8,5 térawattheures par Hydro-Québec. En 1992, la société d'État estimait le potentiel d'économies à 27,6 térawattheures, dont seulement une petite fraction a été réalisée.

Le potentiel d'économies d'énergie a fondu au Québec, soutient Hydro, en raison des programmes précédents qui ont changé les habitudes de consommation, des appareils électriques moins énergivores et des coûts évités moindres (un prix du marché de 6 cents le kilowattheure actuellement, comparativement à 8 ou 9 cents pour un projet comme Grande-Baleine qui était considéré à l'époque). « C'est comme une cure d'amaigrissement, les premières livres sont plus faciles à perdre », a illustré la vice-présidente d'Hydro-Québec Distribution.

Déposé hier à la Régie de l'énergie, le plan global en efficacité énergétique d'Hydro-Québec fera l'objet d'audiences publiques avant d'être mis en oeuvre à l'automne 2003.

Malgré sa restructuration, Ericsson restera à Montréal

Presse Canadienne

TORONTO — L'équipementier suédois LM Ericsson maintiendra son centre de recherche de Montréal, a assuré hier son président, Kurt Hellstrom, malgré l'actuelle restructuration de la société et les difficultés générales du secteur des télécommunications.

Spécialisée dans les réseaux sans fil, l'entreprise est « fermement » décidée à garder actif son centre de Montréal où travaillent 1600 employés, a affirmé M. Hellstrom en marge de la foire Expo Comm Canada.

Or, le centre de Montréal « subit des transformations », au moment où Ericsson regroupe ses activités de recherche et développement en passant de 80 centres, il y a quelques années, à environ 30 dans le monde, a indiqué son président.

« Certains sont des centres clés et celui de Montréal est l'un d'eux », a souligné Kurt Hellstrom. Le Canada, disait-il dans son allocution, « joue un rôle de meneur dans notre activité globale de recherche ».

Tant Ericsson que ses concurrents comme Nortel, du Canada, Lucent et Cisco, des

États-Unis, et Alcatel, de France, ont fortement réduit leurs effectifs et fermé des usines, ces deux dernières années.

Ericsson comptait à son apogée 107 000 employés, mais ils ne sont plus maintenant qu'environ 60 000, a précisé M. Hellstrom.

Suivant la restructuration en cours, le centre de Montréal recevra de nouveaux mandats, a expliqué Mark Henderson, président de la filiale canadienne d'Ericsson.

Il a souligné les liens étroits entre ce centre de recherche et les universités locales, en plus des avantages que le gouvernement du

Québec consent sur le plan fiscal à l'équipementier suédois. Cela « nous aide à être très efficaces et obtenir des résultats de qualité qui serviront pour plusieurs produits, vendus partout dans le monde ».

« S'il y a des changements dans le travail des employés, leur nombre restera le même », a lui aussi assuré M. Henderson. Outre la recherche, certains d'entre eux font de l'entretien et du soutien technique.

Au Canada, Ericsson a des liens d'affaires avec Rogers AT&T, le groupe BCE, Telus et Microcell.

**IL DÉFINIT TOUJOURS
LA CATÉGORIE AUTOMOBILE
QU'IL A CRÉÉE.**

Le Lexus RX 300 fut le premier utilitaire sport de luxe. Et c'est toujours le seul à offrir un confort de roulement digne d'une Lexus tout en vous faisant bénéficier des capacités hors route d'un véritable utilitaire sport. En outre, il est équipé de caractéristiques de série comme un dispositif de contrôle du dérapage, un régulateur de traction et des freins ABS qui vous permettent d'affronter les rigueurs de l'environnement extérieur. Environnement qui contraste avec l'intérieur luxueux en cuir, avec sièges avant chauffants et panneau de toit transparent. Regardez bien autour de vous. Vous ne trouverez aucune autre meilleure définition du « VUS de luxe ».

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus : 1 800 26-LEXUS ♦ www.lexus.ca

563^{\$} PAR MOIS

Le Lexus RX 300, à partir de 51 600 \$*

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

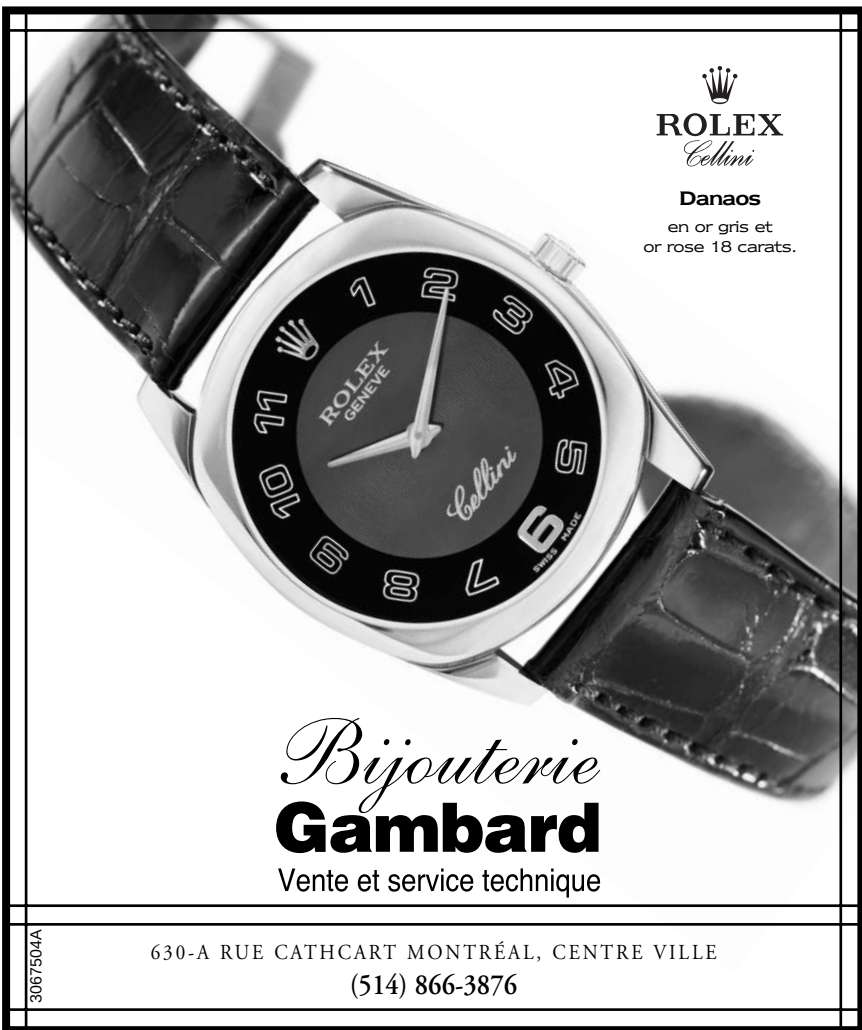


LE LEXUS RX 300

EN VOYAGE AVEC VOUS

Les mercredi et samedi dans
La Presse

VACANCES VOYAGE



ROLEX
Cellini
Danaos
en or gris et
or rose 18 carats.

Bijouterie
Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

Le bénéfice grimpe chez le fabricant Dorel

JACQUES BENOIT

Malgré le recul de ses ventes de meubles prêts à assembler au troisième trimestre, les Industries Dorel ont fait savoir hier qu'elles relevaient la fourchette où devrait se situer en 2002 son bénéfice net par action, selon ses prévisions.

De 1,90 \$ US à 2 \$ US, cette fourchette est plutôt évaluée désormais à 1,95 \$ US-2 \$ US, a en effet indiqué son président et chef de la direction, Martin Schwartz, au cours d'une téléconférence, à l'occasion du dévoilement des résultats du troisième trimestre.

« On fait mieux que nos concurrents. On gagne des parts de marché », a-t-il affirmé.

Il faut dire que l'entreprise, présente dans neuf pays et qui dispose d'un effectif de 3500 personnes, a vu progresser au troisième trimestre son bénéfice net de 58 %, à

16,345 millions de dollars américains (51 cents US par action). Le chiffre d'affaires, lui, est en hausse de 10 %, à 256 millions US.

Au total, le bénéfice net engrangé pendant les trois premiers trimestres, en hausse de 44 %, atteint ainsi 47 millions US (1,55 \$ US par action, comparativement à 1,14 \$ US pour la même période l'an dernier).

Meubles de maison : ventes records

Des trois divisions de Dorel, deux ont vu grimper leur chiffre d'affaires au troisième trimestre : les ventes d'articles pour enfants (poussettes, sièges d'auto, tables à langer, etc.) ont augmenté de 14 %, à 142 millions US ; celles du mobilier de maison ont engrangé des ventes de 51 millions US — un record — grâce à une hausse de 30 %.

Seul bémol : même si elles ont grimpé de 10 %, les ventes faites en Europe par la division des articles pour enfants ne sont pas suffisantes au goût de l'entreprise. « La conjoncture demeure difficile

en Europe, particulièrement en Allemagne », a déclaré Martin Schwartz.

Dorel a sur ce marché beaucoup de petits détaillants parmi sa clientèle, lesquels maintiennent leurs stocks à un niveau très bas, a expliqué pour sa part son directeur de l'exploitation, Pierre Dupuis.

Mais avec l'apparition prochaine de deux nouveaux sièges d'autos pour enfants, l'entreprise s'attend à voir augmenter les commandes, a-t-il ajouté.

Pour ce qui est des meubles en kit (c'est la troisième division), son chiffre d'affaires a reculé de 10 %, à 62 millions US au troisième trimestre 2002.

Selon Martin Schwartz, ce fléchissement est attribuable aux commandes très importantes qu'avait faites au même trimestre, il y a un an, un de ses grands clients. D'où, par comparaison, le recul enregistré cette année. Pour cette division, Dorel a réduit ses prévisions de ventes sur l'ensemble de l'exercice, lesquelles devraient jouer entre 260 et 270 millions US, et non plus entre 270 et 285 millions US.

SUN MICROSYSTÈMES DU CANADA INC.



Stéphane Boisvert

M. Robert MacRitchie, le vice-président des exploitations internationales des Amériques de Sun Microsystems, Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Stéphane Boisvert au poste de président de Sun Microsystems du Canada inc.

À titre de président, M. Boisvert supervise les opérations commerciales, le développement des marchés et les stratégies d'investissement de Sun dans les secteurs public et privé du Canada.

Fort de sa connaissance approfondie des besoins des clients et des principes de base du marché canadien, M. Boisvert dirige une équipe de spécialistes des technologies de l'information qui s'emploient à mettre en valeur le solide héritage de Sun Microsystems en matière d'innovation, afin de répondre pleinement aux besoins commerciaux de ses clients canadiens. Il aidera à consolider la position de Sun comme l'un des principaux fournisseurs de systèmes UNIX® au Canada et à établir une part de marché dans le marché pour les systèmes x86.

M. Boisvert se joint à Sun Microsystems après une brillante carrière de 17 ans au service d'IBM. Il a occupé plusieurs postes en ventes, en marketing et en gestion des opérations, et a joué un rôle clé qui a permis de bâtir la demande et d'orienter la stratégie de plusieurs gammes de produits dans les secteurs public et privé.

M. Boisvert, récipiendaire du prix prestigieux *Top 40 Under 40* (40 meilleurs performants de moins de 40 ans) en 2000, est né à Montréal et est diplômé de l'Université McGill.

Sun Microsystems du Canada inc., filiale à part entière de Sun Microsystems, Inc., a son siège social à Markham, en Ontario. La société emploie plus de 600 personnes et possède des bureaux à Montréal, Ottawa, Calgary, Vancouver et Victoria. Les produits et services de Sun sont également offerts par l'entremise d'organisations de ventes indépendantes autorisées par Sun et par les partenaires de Sun iForceSM. Pour plus d'information, veuillez visiter notre site web au <http://ca.sun.com/fr/>.

Depuis sa création en 1982, Sun Microsystems, Inc. (Nasdaq: SUNW) mise sur une vision unique — «Le réseau est l'ordinateur» (The Network Is The ComputerTM) — qui lui a permis de devenir un chef de file parmi les fournisseurs de matériel, de logiciel et de services informatiques de premier rang, rendant possible le fonctionnement d'Internet. Sun est présente dans plus de 100 pays, de même que sur la toile mondiale à l'adresse <http://www.sun.com>.



309-0349

Vous pouvez remuer ciel et terre à la recherche de solutions de placement... ou vous pouvez, tout simplement, communiquer avec nous.

CPG marchés boursiers de la HSBC

Vous souhaitez investir sur les marchés boursiers internationaux, mais vous êtes préoccupé par le risque que ces marchés comportent? La meilleure solution pour vous pourrait être le CPG marchés boursiers de la HSBC.

Le CPG marchés boursiers de la HSBC est lié à un ou des indices boursiers de marchés internationaux. Les variations de ces indices ont une incidence sur le montant des intérêts qui vous est versé. Si le marché enregistre une progression pendant que le CPG est en vigueur, vous réaliserez des revenus d'intérêts jusqu'à concurrence d'un rendement maximal! Par ailleurs, même si le marché enregistre une baisse, votre placement initial est garanti et le plein montant du capital vous sera remis à l'échéance.

En ce moment, le CPG marchés boursiers de la HSBC est offert selon trois options différentes : l'indice canadien, l'indice américain et l'indice international. Tous ces CPG ont une durée de trois ans et ne sont pas remboursables avant

l'échéance. À l'échéance, l'investisseur reçoit son capital ainsi que les intérêts, le cas échéant.

À la HSBC, nous ne sous-estimons pas le pouvoir du savoir à l'échelle locale. C'est pourquoi, vous pouvez vous fier au personnel de nos succursales lorsque vient le moment d'obtenir des conseils et des renseignements sur vos placements.

Nous offrons également, par l'entremise du Groupe HSBC au Canada, des fonds communs de placement, des comptes autogérés, des services de courtage de plein exercice et des services de gestion privée.

Pour de plus amples renseignements sur le CPG marchés boursiers de la HSBC² ou sur d'autres solutions de placement qui pourraient vous convenir, veuillez composer le 1 888 310-HSBC (4722) ou visiter notre site Internet à l'adresse hsbc.ca pour connaître les coordonnées de la succursale de la HSBC la plus près de chez vous.



Votre banque, partout dans le monde

303-142

Publié par la Banque HSBC Canada

¹En vigueur à compter du 15 octobre 2002. Indice canadien : Le montant des intérêts réalisés représente la somme des variations trimestrielles exprimées en pourcentage, que ces variations soient négatives ou positives, de l'indice S&P/TSX 60^{MD} sous réserve d'une augmentation maximale de l'indice de 5 % par trimestre. Cette option rapporte un rendement minimal garanti de 4,5 % à l'échéance, ce qui équivaut à un rendement composé annuel de 1,48 %. Si l'indice n'enregistre aucune progression, aucuns intérêts supplémentaires ne seront versés. Indice américain : Les modalités sont les mêmes que celles de l'indice canadien sauf qu'elles s'appliquent à l'indice S&P 500^{MD}. Cette option rapporte un rendement minimal garanti de 4,0 % à l'échéance, ce qui équivaut à un rendement composé annuel de 1,32 %. Si l'indice n'enregistre aucune progression, aucuns intérêts supplémentaires ne seront versés. Indice international : Le montant des intérêts est lié à un panier composé dans des proportions égales de trois indices internationaux, soit le S&P 500^{MD} le Dow Jones EURO STOXX 50^{MD} et le Nikkei 225^{MD}. Les intérêts sont établis en tenant compte de la moyenne des rendements enregistrés par les indices au cours des douze derniers mois pendant lesquels le CPG est en vigueur, sous réserve d'un rendement maximal de 21 % pour la durée totale du placement. Si les indices n'enregistrent aucune progression, aucuns intérêts supplémentaires ne seront versés.

²Vous y trouverez : des précisions sur la façon dont les intérêts sont calculés ainsi que sur les limites ou les circonstances, par exemple relativement au taux d'intérêt maximal, qui pourraient avoir une incidence sur le montant des intérêts et sur l'augmentation des intérêts en fonction des indices, des précisions sur les méthodes d'étalement qui pourraient être utilisées pour déterminer le montant des intérêts, enfin, une description des indices de dépôt ainsi que la date d'échéance du contrat.

«Standard & Poor 500^{MD}» et «S&P/TSX 60^{MD}» sont des marques de commerce de The McGraw-Hill Companies, Inc. (le promoteur de ces indices). Le «Dow Jones EURO STOXX 50^{MD}», est une marque de commerce de STOXX Limited (le promoteur de cet indice). Ces indices sont utilisés sous licence par la Banque HSBC Canada. Le «Nikkei 225^{MD}» est la marque de service de Nihon Keizai Shimbun, Inc. (le promoteur de l'indice). Les promoteurs ainsi cités ne paraissent, n'endorment, ne vendent ni ne font la promotion du CPG marchés boursiers de la HSBC. Les promoteurs n'émettent pas non plus d'avis quant au bien-fondé d'acheter un CPG marchés boursiers de la HSBC. Ils se réservent tous les droits, y compris les droits d'auteur, se rapportant à leurs indices respectifs.

3091917A

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Cahiers spéciaux, endettement, terrain, REER

Q J'ai trouvé très intéressant le cahier spécial sur les finances personnelles du samedi 2 novembre. J'ai particulièrement apprécié les différentes grilles pour nous aider à préparer bilan et budget. J'aimerais savoir s'il était possible d'obtenir les versions informatiques de ces différents tableaux, via le site de *La Presse*.

Pierre L.

R Plusieurs lecteurs de *La Presse* m'ont posé la même question au sujet des différentes grilles budgétaires que nous avons publiées dans le cahier spécial « Finances personnelles, les guides 2003 », de samedi dernier. Ces grilles budgétaires ne sont malheureusement accessibles qu'en version papier, par l'entremise du premier guide 2003 « OÙ VA VOTRE ARGENT ? ». J'aimerais d'ailleurs indiqué que cette série de quatre cahiers spéciaux sur les finances personnelles n'est disponible qu'en version papier. Ils sont distribués dans *La Presse* du samedi. Les thèmes des trois autres numéros portent respectivement sur la famille, l'immobilier et les placements.

Surendettement

Q Ma femme et moi sommes surendettés avec nos cartes de crédit pour 40 000 \$. Nous ne payons que le minimum à chaque mois. On se rend bien compte que l'on tourne en rond sur certaines cartes car le minimum est l'équivalent de l'intérêt qui nous est chargé chaque mois. Nous avons fait une demande de prêt à la Banque Nationale (où nous avons tous nos comptes et notre hypothèque), mais on nous a refusé le prêt. Je me demande si nous devrions faire affaires avec un syndic ? Plusieurs

personnes nous disent que ce n'est pas une très bonne idée. Pouvez-vous nous éclairer ?

M. P.D.

R Si j'ai bien compris, votre banque refuse votre demande d'emprunt visant une consolidation de dettes. Je ne comprends pas l'inquiétude de vos proches vis-à-vis de la consultation d'un syndic. Pour leur information, le syndic est un service offert par les firmes comptables. Compte tenu de votre lourd endettement, j'irais consulté un syndic. Si vous détenez des biens, tels des REER, une maison, etc. je crois qu'une « PROPOSITION DU CONSOMMATEUR » pourrait être envisagée comme moyen pouvant vous sortir du pétrin financier dans lequel vous vous retrouvez. Par l'entremise d'une « PROPOSITION DU CONSOMMATEUR », le syndic vous permettrait d'offrir à vos créanciers le remboursement d'une partie de vos dettes (par exemple 50 cents par dollar de dettes). Les créanciers sont libres d'acquiescer ou pas à votre offre. L'avantage d'une « PROPOSITION DU CONSOMMATEUR » pour vous ? Cela vous permettrait de régler en bonne partie votre problème de surendettement, tout en ne perdant pas vos biens comme dans le cas d'une faillite personnelle. L'avantage d'une telle « PROPOSITION » pour les créanciers ? Vaut mieux parfois se contenter d'une entente à 50 cents par dollar de dettes que d'être « pognés » avec des clients qui déclarent une faillite personnelle. De toute façon, je vous invite à consulter un syndic. Sachez que les frais des syndicats sont



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

réglémentés, en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. Vous pouvez donc faire appel à l'un des bureaux comptables de votre choix.

Terrain et fisc

Q J'ai acheté un terrain en 1995. Si je le revends avec un profit de 10 000 \$, est-ce que cette transaction entraîne un gain en capital selon la loi de l'impôt ? Serai-je imposée lors de ma prochaine déclaration d'impôt ? Y a-t-il un montant maximum ou minimum pour être imposé lors d'une telle vente ?

Mariette G.

R La revente d'un bien, comme un terrain vague, est assujettie à l'impôt sur le revenu et, conséquemment, une perte ou un gain en capital devra être déclaré. Sauf dans le cas d'un terrain qui génère des revenus de location, la perte ou le gain sera calculé de la façon suivante : le prix de vente (moins les commissions) du terrain moins le prix d'achat à l'origine. Dans le cas d'un terrain que l'on loue, il est permis de déduire des revenus de location les frais d'intérêt (si l'achat a nécessité un emprunt) et les taxes foncières. Par contre, la portion des frais d'intérêt et des taxes foncières (sauf les droits de mutation) non déduite des revenus de location du terrain pourra être ajoutée au prix d'acquisition dudit terrain. Ce qui réduira le gain ou augmentera la perte en capital. La déclaration du gain ou de la perte doit être faite dans la déclaration de l'année

de la transaction. Exemple : le terrain est vendu cette année. La perte ou le gain en capital sera rapporté dans les déclarations de 2002.

Hausse du plafond REER

Q Le plafond pour les REER est à 13 500 \$ depuis plusieurs années. Savez-vous si les gouvernements prévoient augmenter ce montant et, si oui, quand prévoient-ils le faire ?

Marc D.

R C'est depuis belle lurette que le plafond REER est fixé à 13 500 \$. C'est à partir de 2004, pour la contribution en 2004, que le plafond REER grimpera à 14 500 \$. Puis en 2005, le plafond passera à 15 500 \$. Par la suite, donc à partir de 2006, le plafond restera à 15 500 \$, mais indexé au coût de la vie. Quand on parle de plafond REER, vous n'oubliez pas qu'on ne peut investir dans son REER qu'un maximum de 18 % du « revenu gagné » aux fins du REER. Ce « revenu gagné » comprend le revenu d'emploi, le revenu d'entreprise ou de travailleur autonome, le revenu net de location, la pension alimentaire imposable, les pensions d'invalidité reçues de la Régie des rentes du Québec ou de son pendant fédéral, le Régime de pension du Canada. Selon ses revenus, la contribution au REER reste donc assujettie au moindre de 18 % de son « revenu gagné » ou un plafond 13 500 \$ jusqu'en 2003. Par la suite, le plafond en dollars grimpe, mais la limite de 18 % reste inchangée, elle.



Photothèque La Presse ©

Michel Desbiens retourne chez Quebecor

HÉLÈNE BARIL

APRÈS UNE ÉCLIPSE de deux ans, l'ancien président de Donohue, Michel Desbiens, retourne chez son ancien employeur Quebecor. Il sera président et chef des opérations internationales des imprimeries Quebecor World.

La nomination a été annoncée hier par le président du conseil de Quebecor World, l'ancien premier ministre Brian Mulroney. M. Desbiens occupe un nouveau poste, à la suite de la réorganisation qui a suivi la démission de Marc Reisch, le président et chef de la direction de Quebecor World pour l'Amérique du Nord.

M. Reisch, qui était considéré comme le dauphin du grand patron Charles Cavell, n'a pas été remplacé. Les activités nord-américaines dont il était responsable sont maintenant gérées par les présidents de chacun des groupes de produits et relèvent directement de Charles Cavell.

Le retour de Michel Desbiens dans le giron de Quebecor a de quoi surprendre. Après l'acquisition de Donohue par Abitibi-Consolidated, M. Desbiens était devenu président du conseil d'administration d'Abitibi et, à ce titre, il avait mené un putsch pour déloger le président et chef de la direction, John Weaver. Michel Desbiens agissait à la demande de Pierre Karl Péladeau, devenu le plus important actionnaires d'Abitibi (11 % des actions), et qui trouvait que la gestion de M. Weaver laissait à désirer et se répercutait dans la valeur peu élevée du titre.

Le conflit interne a pris des proportions sans précédent dans l'histoire corporative canadienne, les deux protagonistes organisant même des sessions d'informations à Montréal et à Toronto à l'intention des plus gros actionnaires d'Abitibi pour tenter de les amener dans leur camp.

Pierre Karl Péladeau a finalement lâché prise sans obtenir gain de cause, ce qui a forcé le départ de Michel Desbiens. Sa démission de la présidence du conseil d'Abitibi avait été annoncée en décembre 2000, quelques jours avant Noël.

Au cours des deux dernières années, Michel Desbiens a agi comme administrateur chez une autre société papetière, le groupe Cascades, et a obtenu un mandat spécial de Domtar pour coordonner l'intégration des usines acquises de Georgia-Pacific.

Projets touristiques de 1 milliard en préparation à Montréal

LAURIER CLOUTIER

Tout est en train de se mettre en place pour financer d'ici un an et lancer l'hiver prochain des projets touristiques et de divertissement d'une valeur de 1 milliard de dollars à Montréal.

Normand Legault, président du Grand Prix F1 du Canada, Alain Simard, président de l'Équipe Spectra (Festival de Jazz, Francolies, etc.), et Michel Archambault, titulaire de la chaire de tourisme de l'UQAM, l'ont confirmé hier après leur participation au colloque Tourisme & divertissement.

Réalisés en « trois à cinq ans » et comprenant des travaux de revitalisation urbaine, dans le quartier de la Place des Arts (PDA), ces projets vont représenter « un rendez-vous marquant » de Montréal avec le tourisme international, ajoute M. Archambault.

M. Legault, qui est aussi président du conseil de la PDA, veut « gérer le trafic, au début de 2004 » de projets voisins « de 250 à 300 millions », comprenant la salle de concert de l'OSM.

Daniel Lamarre, président de Spectacles et nouvelles entreprises du Cirque du Soleil, veut bien coordonner son projet de 100 millions, comprenant un hôtel, et le lancer dans un an. Le Cirque du Soleil peut être un « déclencheur » à Montréal, dit-il. La Société générale de financement (SGF) veut investir dans le Cirque et l'accompagner dans le monde, ajoute M. Legault, aussi membre de son comité récréotouristique. Le Cirque a six millions de visiteurs dans le monde et Las Vegas offrira bientôt quatre de ses spectacles.

Pour le Quartier des spectacles et le parc des Festivals, M. Simard cible aussi « l'hiver 2003 », avec la participation des détaillants, de la SGF et de la Ville de Montréal. Ce quartier a pas moins de 28 000 places de théâtre et de cinéma, soit 60 % de la capacité de Broadway, à New York. Le financement à court terme pose



Photothèque La Presse ©

Alain Simard, président de l'Équipe Spectra, et Daniel Lamarre, président de Spectacles et nouvelles entreprises du Cirque du Soleil.

toujours problème pour les festivals, planifiés à long terme : le Montréal en lumière commence la semaine prochaine et il lui manque toujours un million, avoue nerveusement M. Simard, qui travaille aussi sur un festival de l'Halloween pour 2003.

Pour sa taille, Montréal compte de grands succès mais n'exploite encore que la moitié de son potentiel touristique. Le Cirque du Soleil et les festivals doivent absolument travailler ensemble pour aller plus loin, croit M. Archambault.

Cristyne L. Nicholas, présidente de New York City & Co., note que Montréal, « c'est la porte voisine » mais les New-Yorkais ne le savent pas. Devenue la ville la plus sûre des États-Unis, New York a une récolte touristique annuelle de 25 milliards de dollars américains !



Dans ce contexte, Ivanhoé Cambridge a de gros défis : le magasinage devient la principale activité de nombreux touristes. Ce propriétaire de centres commerciaux a du travail pour attirer 42,5 millions de visiteurs comme le Mall of America, de Minneapolis-St. Paul, ou 20 millions comme le West Edmonton Mall, son co-propriétaire.

Certes, un projet comme Métaforia a fait faillite, rue Sainte-Catherine. Mais il faut se consoler car personne n'est à l'abri d'un échec : même le leader Disney a échoué avec Euro Disney, avant sa transformation en Disneyland Paris, souligne le consultant Jacques Yves Toulemonde, de Bourboux & Cie. Une attraction touristique ne se rentabilise que si on réussit à vendre sa basse saison, dit-il.

Notre Maîtrise en sciences administratives est toute spéciale. Venez la découvrir.

La consultation organisationnelle, l'analyse financière, l'étude de marché, les ressources humaines ou la conception de SIG ou bien encore une carrière universitaire vous intéressent. Quels que soient vos intérêts et votre diplôme de 1^{er} cycle, l'École de gestion John-Molson et son corps professoral de renommée internationale vous aideront à acquérir les habiletés techniques et analytiques exigées par le milieu industriel, gouvernemental ou universitaire. Contrairement à la formation générale du MBA, la M.Sc. vous permettra de vous spécialiser dans un secteur bien précis. Après tout, ne sommes-nous pas en pleine ère de la spécialisation ?

Tel : 514.848.4149

Courriel : phdmisc@jmsb.concordia.ca

Alain Jabbour, M.Sc.
Vice-président adjoint
Financement d'entreprises et
Services d'investissements
Pricewaterhouse Coopers

Séances d'information :

1550 boul. De Maisonneuve Ouest
17:30 heuresMardi, le 12 Novembre 2002
Salle GM 302Lundi, le 10 Février 2003
Salle GM 403-2Mercredi, le 12 Mars 2003
Salle GM 600-04Lundi, le 7 Avril 2003
Salle 403-2Mercredi, le 5 Mai 2003
Salle GM 403-2www.johnmolson.concordia.ca

École de gestion
John-Molson
Université Concordia

L'art de bien réussir son doctorat en gestion d'administration.

L'École de gestion John-Molson est l'une des rares écoles de commerce à être accréditée par la prestigieuse AACSB, qui reconnaît ainsi la qualité de la faculté, de sa recherche et de ses programmes. La mission de l'École de gestion John-Molson est d'aider les étudiants au doctorat à devenir des personnalités marquantes dans les domaines de l'éducation et la recherche et de pouvoir affronter les défis du monde des affaires en comptabilité, en finance, en management, en marketing, en prise de décisions ou en systèmes intégrés de gestion.

Appelez pour réserver une place à la séance d'information de votre choix. Toutes les disciplines académiques sont les bienvenues.

Tel : 514.848.4149

Courriel : phdmisc@jmsb.concordia.ca

Mark Cleveland, étudiant
Doctorat en administration

Séances d'information pour doctorat en administration:

1550 boul. De Maisonneuve Ouest
17:30 heuresLundi, le 18 Novembre 2002
Salle GM 300-24Lundi, le 13 Janvier 2003
Salle GM 403-2Mercredi, le 12 Février 2003
Salle GM 600-04Lundi, le 10 Mars 2003
Salle 403-2Mercredi, le 9 Avril 2003
Salle GM 600-04Mardi, le 1 Mai 2003
Salle GM 302www.johnmolson.concordia.ca

École de gestion
John-Molson
Université Concordia

LE SQUARE PHILLIPS HOTEL & SUITES

OUVERTURE JANVIER 2003

Appartement hôtel haut de gamme spécialisé dans les séjours de court, moyen et long termes, recherche délégué commercial marché corporatif. Une forte expérience de sollicitation au centre-ville de Montréal et une connaissance du milieu hôtelier sont requises. Salaire et conditions intéressantes. Faites parvenir votre C.V. par télécopieur au

(514) 393-1192

ou se présenter au 455, Sherbrooke Ouest 3094130



OPTIMUM SOCIÉTÉ D'ASSURANCE INC.

Optimum Société d'Assurance inc. est une filiale du Groupe Optimum inc. qui compte quelque 600 employés répartis au Canada, aux États-Unis et en Europe.

RÉVISEUR

Au sein de notre équipe des Sinistres de la succursale de Montréal, vous verrez principalement à la révision des dossiers faisant l'objet de pertes importantes ainsi que des dossiers en recouvrement. Pour ce faire, vous devez posséder au moins 10 ans d'expérience en révision et avoir une très bonne connaissance de l'assurance des entreprises et des particuliers (biens et responsabilité) ainsi que des règles de droit. Vous aurez également à assurer la gestion des ressources humaines du service. Excellent communicateur bilingue, vous détenez un permis du BSF et êtes Associé de l'Institut d'Assurance du Canada.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae, d'ici le 15 novembre 2002, à la: Vice-présidente adjointe, ressources humaines, Optimum Société d'Assurance inc., 425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1500, Montréal (Québec) H3A 3G5 ou par télécopieur au (514) 288-5000.

Le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte. Nous offrons des chances d'emploi égales à tous. Nous ne communiquerons qu'avec les personnes retenues.

3094454



TEMPERATURE CONTROL | DESIGN & MANUFACTURING | MACHINING & FINISHING

DIRECTEUR(TRICE) DE PRODUCTION

Une entreprise spécialisée dans le développement et la production de moules et outils ainsi que dans l'injection de produits d'ingénierie en matières plastiques, est à la recherche d'un(e) Directeur(trice) pour prendre charge de son département de production de pièces plastiques.

Le (la) candidat(e) retenu(e) devra avoir une formation en génie industriel, et/ou des matériaux et/ou génie mécanique et être membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Une expérience pertinente du domaine serait un atout majeur.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur C.V. sous pli confidentiel à l'adresse suivante:

Groupe G.L.P. Hi-Tech Inc.
Attention: Directeur général
 440, rue St-Michel
 St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 1T4
 Fax: (450) 348-9568
 e-mail: jlemonne@glphi-tech.com

3093844

POSTE DE DIRECTEUR D ÉCOLE
POUR UNE ÉCOLE PRIVÉE DE LANGUES

Nous recherchons présentement un directeur/une directrice d'école expérimenté(e) afin de gérer notre école de Montréal. Cette école, située au centre-ville, offre un enseignement de haut calibre dans le cadre de programmes d'anglais et de français pour des étudiants étrangers.

Votre supérieur immédiat sera le Président d'ILSC. Vos responsabilités incluront la supervision du personnel académique ainsi qu'administratif; le développement des systèmes, des politiques et procédures; l'élaboration et la gestion des budgets.

Vous possédez une forte expérience en gestion d'institutions scolaires et des réalisations concrètes dans le domaine des affaires. Vous avez acquis des compétences supérieures en administration, leadership, relations interpersonnelles et en communication. Vous possédez l'habileté à entretenir l'esprit d'équipe et la collaboration parmi les employés. Votre rémunération sera déterminée en fonction de vos compétences et de votre expérience professionnelle. Elle inclura également une gamme complète d'avantages sociaux.

Tous les candidats devront maîtriser parfaitement les langues française et anglaise. ILSC considérera uniquement les candidatures de ceux qui auront soumis leur C.V. dans les deux langues. Veuillez soumettre votre C.V., par courrier ou par télécopieur au (514) 876-4053, avant le 15 novembre 2002.

ILSC (Montréal) Inc.
 1134, rue Sainte-Catherine Ouest, suite 310
 Montréal (Québec) H3B 1H4
 a/s de Rick Mallette

3093710

QUI PROFITE LE PLUS DE VOS CONNAISSANCES ET DE VOTRE EXPÉRIENCE?

Vous êtes un professionnel qui avez développé un savoir-faire certain dans le secteur financier. Êtes-vous celui ou celle qui en profite le plus? Si vous avez le sentiment de plafonner dans l'entreprise où vous travaillez, il est peut-être temps de fonder la vôtre. Nous pouvons vous appuyer.

Au Groupe Investors, vous avez la possibilité de gérer votre propre entreprise en guidant les clients vers la réussite financière. Vous offrirez des produits et services financiers supérieurs tout en pouvant compter sur un solide réseau de spécialistes en planification financière, fiscale et successorale.

Nous recherchons des professionnels financiers déterminés à réussir. Êtes-vous prêt à faire le saut? Contactez-nous.

Envoyez votre C.V. à:

Claude Lavoie
 Directeur régional associé
 8250, boul. Décarie, bureau 200
 Montréal (Québec) H4P 2P5



TÉLÉC.: (514) 733-1899

Courriel: claudelavoie@investorsgroup.com

DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE.™

Les Services Investors Limitée
Cabinet de services financiers

• PLANIFICATION DE PORTEFEUILLE • PLANIFICATION DE LA RETRAITE • PLANIFICATION FISCALE
 • PRÊTS HYPOTHÉCAIRES • ASSURANCES • GESTION DES LIQUIDITÉS • PLANIFICATION SUCCESSORALE • SERVICES DE COURTAGE**

MC Marques de commerce de Groupe Investors Inc. Utilisation sous licence par les sociétés, affiliées.
 *Produits et services d'assurances offerts par l'entremise de Les Services Investors Limitée. Permis de vente d'assurance parrainé par La Great-West compagnie d'assurance-vie.

**Service de courtage offerts par l'entremise de Valeurs mobilières Group Investors Inc.

3093818

FAITES CARRIÈRE DANS LE DOMAINE DE LA MOTO



Depuis 1958



DIRECTEUR DES VENTES

Nous sommes le plus important concessionnaire

Moto au Canada

Nous recherchons une personne parfaitement bilingue pour gérer toutes les activités reliées à notre département des ventes, qui possède un minimum de 5 ans d'expérience pertinente dans un concessionnaire automobile (expérience dans le domaine de la moto non requise) et qui détient les qualités nécessaires pour motiver et diriger une équipe de vente dynamique.

Nous offrons une rémunération compétitive incluant de nombreux avantages.

Veillez faire parvenir votre C.V. à l'attention de Danielle au
 6695, St-Jacques Ouest, Montréal (Québec)
 Tél.: (514) 483-6686 Télécopieur: (514) 483-3454

3093812

Leadership, Vision, Communauté

Directeur Général ou Directrice Générale

Régie par un conseil d'administration, la Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa est un organisme de service social réglementé par le ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance. La Société a pour mandat de protéger les enfants, particulièrement ceux dont la sécurité et l'avenir sont compromis. Le travail et les efforts de tous, membres du personnel, bénévoles, membres du conseil d'administration et fournisseurs de soins, ont pour objet la protection des enfants et des adolescents, ainsi que le soutien aux familles de la collectivité d'Ottawa. Le rôle de la directrice ou du directeur général est d'accomplir ce mandat en assurant un excellent leadership, dans un milieu complexe et plein de défis.

La directrice ou le directeur général est le chef de la direction de la Société et rend des comptes au conseil d'administration. La personne retenue sera chargée d'appliquer et d'administrer la *Loi sur les Services à l'enfance et à la famille*, et aussi de mettre en oeuvre les politiques du conseil d'administration; il lui faudra notamment planifier, organiser, coordonner et gérer les programmes et les services de la Société, dans le respect des lois pertinentes et dans les limites du budget approuvé. La Société emploie 450 personnes et dispose d'un budget de plus de 50 millions de dollars.

La personne recherchée sera un excellent leader qui a fait ses preuves, qui saura être flexible et favoriser le changement. Elle possèdera un diplôme en sciences sociales et en administration ou une expérience équivalente. Elle aura de très bonnes références auxquelles s'ajouteront une capacité de jugement exceptionnelle et l'aptitude à résoudre efficacement des problèmes délicats. La ou le titulaire du poste devrait avoir l'expérience de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'un processus de planification stratégique et d'une répartition efficace des ressources permettant de fournir des services de grande qualité à la collectivité. De solides compétences en gestion sont nécessaires dans les domaines des finances, des ressources humaines et des relations publiques. Il est indispensable que la personne retenue sache maintenir des relations positives au sein d'une collectivité variée tout en collaborant avec un conseil d'administration. Le bilinguisme sera considéré un atout.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette occasion unique, veuillez communiquer avec Elizabeth Kiraga à Ray Berndtson, Ottawa, au (613) 742-3202, ou faites parvenir votre curriculum vitae à elizabeth.kiraga@rayberndtson.ca.

RAY & BERNDTSON

Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

VANCOUVER ■ TORONTO ■ OTTAWA ■ MONTREAL ■ HALIFAX

3094174A

Démarez-vous...

Directeur, Relations du travail et ressources humaines

Notre client, un prestataire de services reconnu dans le centre et l'Est du Canada, est un organisme qui se consacre aux initiatives progressives dans le domaine des ressources humaines. Cet employeur offre un milieu de travail stimulant où l'accent est mis sur la qualité. Nous recrutons une personne motivée et qualifiée pour remplir le rôle de directeur des relations du travail et des ressources humaines.

Sous les ordres du vice-président aux ressources humaines, ce directeur fait partie intégrante de l'équipe de gestion du département. Son mandat est de diriger les activités relatives à la négociation des conventions collectives, de surveiller la gestion des relations de travail, ainsi que de fournir des conseils aux directeurs du personnel et aux cadres dirigeants au sujet des ressources humaines et de la main-d'œuvre. Le directeur s'occupe d'un certain nombre de programmes et d'initiatives prioritaires et, en tant que membre clé, il aide à établir les stratégies, politiques et procédures du département.

Vous avez les compétences requises si vous êtes un professionnel haut placé dans le domaine des ressources humaines et êtes reconnu pour votre capacité à traduire des stratégies en actes. Votre connaissance pratique des relations du travail et des ressources humaines, combinée à votre aptitude à voir l'ensemble d'une situation, vous a mené à conclure avec succès plusieurs négociations d'intérêts. Vous donnez votre pleine mesure dans un environnement axé sur l'équipe et l'apprentissage et possédez d'excellentes aptitudes en communication, organisation et direction. Votre vaste expérience et votre engagement clair à favoriser un milieu de travail positif aideront à renforcer davantage cet organisme. Le bilinguisme est un atout.

Pour saisir cette occasion exceptionnelle, envoyez votre curriculum vitae en toute confiance à Éric Lathrop à l'adresse eric.lathrop@rayberndtson.ca ou appelez au 613-742-3211 pour obtenir plus de renseignements.

RAY & BERNDTSON

Leader mondial en recrutement de cadres supérieurs

VANCOUVER ■ TORONTO ■ OTTAWA ■ MONTREAL ■ HALIFAX

3094339A

italinteriors

Italinteriors est fier d'annoncer l'ouverture prochaine de sa nouvelle salle de montre dans le Vieux-Montréal, au 420, McGill.

Nous représentons depuis plus de vingt ans, à Toronto et à Vancouver, les plus prestigieuses lignes de meubles contemporains italiens.

Afin de réaliser notre merveilleux projet, nous avons besoin d'une

PERSONNE D'EXPÉRIENCE

et passionnée pour diriger notre nouvelle salle de montre.

Si vous avez les qualités requises pour rejoindre notre équipe, veuillez-nous contacter aux coordonnées suivantes:

Italinteriors
 359 King Street East
 Toronto (Ontario) M5A 1L1
 Att.: Tita Trevisan
 Fax: (416) 366-4915
 Tél.: (416) 366-9540
 ttrevisan@italinteriors.com

3094962



Brofort Inc.

Brofort Inc. est le leader canadien dans l'installation d'étagères, roll-outs et merchandising auprès des entreprises au détail à travers le Canada. De notre siège social à Ottawa, nous opérons des succursales en Colombie-Britannique et à Montréal. Pour répondre à une demande croissante, nous avons besoin de personnel.

Coordonnateur de projet

Le Coordonnateur de projet aura pour rôle de maintenir et de développer une relation constante avec les clients et surtout répondre à leurs besoins, superviser et entraîner une équipe de travailleur tout en gardant un niveau de productivité élevé, coordonner l'exécution des projets et les tâches administratives connexes. Superviser sur le site et participer activement à l'exécution des tâches.

Chaque candidat doit posséder un an d'expérience dans la planification et supervision de projet. Posséder un diplôme d'études post-secondaires ainsi que de l'expérience dans le management d'un commerce de détail. Maîtrise l'anglais et le français, oral et écrit couramment. Reconnaître et accepter de rendre des comptes, être confiant, gérer les priorités, organiser et posséder le sens des affaires.

Ce poste exigera un maximum de 32 semaines de déplacements à travers le Canada par année.

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre C.V. au Service des ressources humaines, par télécopieur au (613) 749-9930 ou par courriel à: sbarrette@brofort.com

3094487

La Presse

cp4

CARRIÈRES PROFESSIONS

Place des Arts
QuébecDIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
ET DES FINANCES

Créée en 1963, la Place des Arts, une société d'État, est un complexe culturel unique qui regroupe cinq salles de spectacles dans un ensemble immobilier de 100 000 mètres carrés ainsi que l'Amphithéâtre de Lanaudière. Elle compte près de 150 employés à plein temps, un grand nombre d'employés à temps partiel, ainsi qu'un budget d'environ 30 millions \$ dont 15 millions \$ alloués au fonctionnement.

Relevant de la Directrice générale, le/la titulaire du poste dirigera les services de la finance, de la comptabilité et de la trésorerie, ainsi que la direction des édifices. Il/elle sera également responsable de la paye et des avantages sociaux, des baux commerciaux, des approvisionnements et achats, et des services informatiques. Il/elle saura proposer les orientations technologiques et fournir le soutien au niveau de l'implantation de systèmes. Conseiller expert auprès de la Directrice générale, il/elle analysera et apportera les recommandations appropriées quant aux implications financières des orientations et projets de la Société. La croissance des revenus autonomes de la Place des Arts est une responsabilité importante reliée à ce poste.

Reconnu(e) pour son leadership stratégique, son bon jugement, il/elle possèdera environ dix ans d'expérience de gestion dont cinq dans des postes de responsabilité d'envergure exigeant un style de gestion ouvert et participatif. Il/elle possèdera une formation universitaire appropriée notamment en administration ou finance et un cheminement probant de réalisations reliées aux responsabilités. Une connaissance du milieu culturel et gouvernemental serait un atout.

La personne idéale fera preuve de bon jugement et possèdera une capacité éprouvée de bâtir et diriger une équipe multidisciplinaire motivée et efficace. La personne doit exceller en matière de communication et pouvoir entretenir d'excellentes relations interpersonnelles avec tous les partenaires de la Place des Arts.

La maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais sont exigées. Le poste est ouvert aux citoyens canadiens et aux personnes possédant le statut de résident permanent.

Veuillez faire parvenir votre réponse en toute confidentialité, avant le 25 novembre 2002, à: Madame Manon Vennat, **Spencer Stuart & Associés (Canada) Ltée**, 1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) H3A 3L6. Télécopieur : (514) 288-4626 ou par courriel : mvennat@spencerstuart.com

3093688

AVEZ-VOUS CE
QU'IL FAUT ?SOCIÉTÉ CANADIENNE
D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est une entreprise innovatrice, axée sur les résultats et déterminée à offrir aux Canadiens des logements de qualité, à prix abordable, et à accroître leurs choix dans le domaine de l'habitation.

Nous offrons présentement l'occasion d'emploi suivante :

CONSULTANT, EXPANSION DU COMMERCE
1 poste permanent

1 assignation temporaire - 1 an

Emplacement: Toronto (Ontario)

Numéro de référence: CAAR 61108

Pour plus d'informations sur ce poste et pour postuler, visitez notre site Web à www.schl.ca. La date limite pour postuler est le 20 novembre 2002.

La SCHL offre un ensemble d'avantages concurrentiel. La SCHL est un employeur qui valorise la diversité et qui encourage l'apprentissage et l'utilisation des deux langues officielles du Canada.

Nous remercions tous les postulants de l'intérêt manifesté. Toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.

AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

3094097A

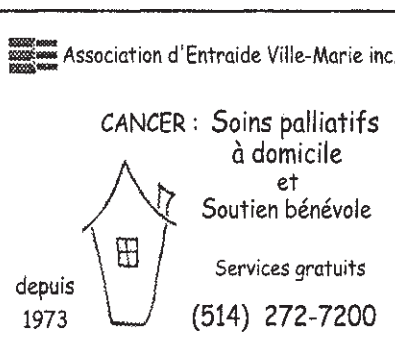
VÉRIFICATEUR(TRICE)
EXTERNE

Nous vous offrons l'opportunité d'établir une carrière à long terme ainsi qu'une rémunération et des conditions d'emploi exceptionnelles en vous joignant à notre équipe dynamique. Vous aurez la responsabilité de préparer des états financiers et les dossiers connexes. Les compétences recherchées sont un minimum de 3 années d'expérience pertinentes et être bilingue.

Veuillez faire parvenir votre C.V. en toute confidentialité à:

DESROSIERS, LOMBARDI, DOLBEC, C.A.
a/s de Jean Dolbec, C.A.
1745, Édouard Laurin
St-Laurent (Qc) H4L 5E9
Télécopieur: (514) 856-1139
courriel: ldl@total.net

3092638

depuis
1973Services gratuits
(514) 272-7200

uqam.ca

Maîtres de langues

Deux postes dans les champs suivants :
anglais et français, langue seconde
École de langues

Sommaire de la fonction

- Enseignement et encadrement des étudiants (8 cours de 3 crédits chacun par année) au premier cycle
- Coordination de l'enseignement d'un certain nombre de cours et conception du matériel pédagogique pertinent
- Coordination des chargés de cours et encadrement des auxiliaires d'enseignement pour chacun des cours sous sa responsabilité
- Élaboration de nouvelles approches pédagogiques, y compris l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en enseignement des langues
- Participation à la vie universitaire

Exigences

- Maîtrise en didactique des langues ou dans une autre discipline pertinente
- Expérience d'au moins cinq ans dans l'enseignement et le développement pédagogique au niveau postsecondaire
- Expérience de conception de matériel pédagogique pour l'enseignement de la langue
- Expérience de direction d'une équipe de travail
- Expérience de l'utilisation et du développement du multimédia pour l'enseignement des langues, un atout
- Maîtrise du français parlé et écrit

Atout pour le poste en anglais

- Spécialisation en phonétique corrective de l'anglais

Atouts pour le poste en français, langue seconde

- Formation en phonétique corrective du français
- Création et coordination d'activités en vue de favoriser l'intégration des non-francophones à la société d'accueil

Date d'entrée en fonction : 1^{er} janvier 2003

Durée du contrat : Contrat de trois ans, renouvelable

Traitement et avantages sociaux : Selon la convention collective SPUQ-UQAM (unité d'accréditation des maîtres de langues)

L'UQAM, par sa « Politique institutionnelle de recrutement de nouvelles ressources professorales », recherche les ressources humaines les plus qualifiées afin de s'assurer un développement de qualité dans tous les domaines d'activité, tout en assurant le renouvellement de son corps professoral.

L'Université a adopté un programme d'accès à l'égalité en emploi et un programme d'équité en emploi pour les femmes, les membres des minorités visibles, les autochtones et les personnes handicapées. Toutes les personnes qualifiées sont invitées à poser leur candidature, mais la priorité sera donnée aux canadiennes, canadiens et aux résidentes, résidents permanents.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir un curriculum vitae en français, détaillé, daté et signé ainsi que trois lettres de recommandation avant le 12 novembre 2002, 17 h, à **Madame Antje Bettin, directrice, École de langues, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8. Téléphone : (514) 987-3980; télécopieur : (514) 987-7994; Internet : www.rhu.uqam.ca/aprofs**

> Faites plus amples connaissances

UQÀM

3094472A



L.L.Lozeau Ltée

Chef de file en vente de produits photographiques et vidéos, L.L.Lozeau est le premier centre d'imagerie numérique au Québec. Depuis 75 ans, L.L.Lozeau a pour but d'offrir des solutions d'avant-garde à une clientèle professionnelle, amateur, commerciale et institutionnelle.

Le succès de l'entreprise repose sur l'excellence de son service à la clientèle offert par une équipe dynamique de plus de 120 personnes, tous passionnés dans leur domaine.

L.L.Lozeau est à la recherche d'un Acheteur-Négociateur

En collaboration avec le directeur des approvisionnements, l'acheteur-négociateur détermine les stratégies d'achats à moyen et long terme. Responsable d'entretenir des relations harmonieuses avec les fournisseurs et de négocier les ententes avec ceux-ci. Il planifie les achats des fournisseurs désignés par son supérieur avec les budgets prescrits. Il effectue différentes analyses afin d'assurer la rentabilité de l'organisation, assure une gestion efficace des stocks en inventaire et assiste son supérieur dans la mise en place de système informatisé de gestion des achats, des commandes et des inventaires.

Expérience requise

- Bacc. en administration des affaires et/ou études en approvisionnements et/ou titre d'acheteur professionnel ACCA;
- Expérience dans le commerce de détail;
- Connaissance de l'industrie photographique;
- Planification d'achat;
- Commande de marchandise;
- Maîtrise du français et de l'anglais (parlés et écrits);
- 2 ans d'expérience à titre d'acheteur-négociateur.

Vous avez un sens de la planification, de l'organisation et du contrôle, faites-nous parvenir votre C.V. à:

L.L.Lozeau Ltée

Service des Ressources humaines
6224, St-Hubert, Montréal (Québec) H2S 2M2
Fax: (514) 274-5118
Courriel: rh@lozeau.com

*Seules les candidatures retenues seront contactées.

3094410

VOTRE CARRIÈRE VOUS PROCURE-T-ELLE ASSEZ DE Moments Magiques?

« AVOIR DU PLAISIR » DEVRAIT FAIRE PARTIE DE VOTRE DESCRIPTION D'EMPLOI.

Rien n'est plus satisfaisant que d'apporter du bonheur à autrui. Lorsque les gens sont heureux, leur efficacité au travail semble accrue. Ils font preuve de plus de gentillesse envers leurs amis, leur famille, leurs clients, leurs collègues de travail, même envers des « purs » étrangers. Alors, tout bien considéré, travailler dans le secteur du bonheur est fort favorable. Au cours des 65 dernières années, **Krispy Kreme**, grâce à son observation pratique, a remarqué que les beignets semblaient contribuer au bonheur d'autrui. Surtout lorsqu'ils sont tout frais, tout chaud et que leur arôme enivrant envahit la pièce.



Licensed Franchisee

À LA RECHERCHE DE LA KRÈME DE LA KRÈME EN MATIÈRE DE SERVICES DE DÉTAIL ET DE SERVICES ALIMENTAIRES AU QUÉBEC

Krispy Kreme est fort emballée par le Québec. Nous avons déjà perçu un petit quelque chose de spécial dans l'atmosphère régnant chez vous... davantage de chansons, de rires, de passion. Nous espérons qu'en ouvrant nos portes dans *la belle province*, vous pourrez constater que la joie de vivre qui vous caractérise anime aussi notre façon de faire et de servir nos beignets. Nous espérons aussi que vous apprécierez le sens du *théâtre* que nous tentons de créer. Au cours des prochaines années, nous embaucherons plus de mille personnes afin de combler les postes disponibles dans nos magasins Krispy Kreme au Québec. Si vous êtes la *Krème de la Krème* des détaillants, nous espérons travailler à vos côtés et avoir du plaisir.

GÉRANT PRINCIPAL DE TERRITOIRE

Êtes-vous prêt à représenter une marque pour qui la fantaisie importe autant que l'excellence et pour qui les gens ont autant d'importance que les profits? Êtes-vous prêt à travailler de concert avec une équipe corporative qui cherche à encourager l'initiative individuelle? À titre de gérant de territoire, vous créerez des *Moments Magiques* pour vos clients dans des établissements qui emploient 150 employés et combinent le *théâtre de confection de beignets* aux sourires et à un service à la clientèle exceptionnel. Vous serez responsable de l'exploitation, de la qualité du service, du contrôle des coûts, du recrutement, de la formation, de la production et de la qualité du produit, de la propreté du magasin ainsi que de l'apport financier. Mais au-delà de cela, vous transmettez à vos employés un sens de mission et des valeurs. Vous serez le maître d'œuvre derrière la satisfaction de la clientèle et la prospérité de l'entreprise. Vous agirez à titre de partenaire d'affaires et de conseiller auprès de vos gérants de magasins.

Bilingue, vous avez de huit à dix années d'expérience en restauration à grande surface, en restauration rapide ou dans un commerce à multiples établissements. L'ouverture d'un nouvel établissement et l'essor d'un commerce n'ont plus de secrets pour vous. En fait, vous occupez probablement un poste de directeur de l'exploitation ou de gérant principal de territoire actuellement. Si vous êtes l'un de ces rares chefs de file faisant preuve du sens de la stratégie et de la pratique réussissant à allier un rendement exceptionnel aux valeurs personnelles traditionnelles, nous aimerions vous rencontrer. Krispy Kreme est un endroit unique qui répondra à vos besoins. Après tout, l'une des meilleures façons d'être heureux est de trouver un emploi que l'on adore.

GÉRANT GÉNÉRAL ET GÉRANT D'UNITÉ

Vous êtes prêt à la gestion à grande échelle... vous êtes prêt à concrétiser vos aspirations professionnelles... prêt à avoir du plaisir tout en excellent dans votre carrière. Alors que Krispy Kreme s'installe au Québec, l'entreprise aimerait dénicher des perles rares, des détaillants qui pourraient contribuer à l'excellence du service à la clientèle, favoriser des relations coopératives entre les membres de l'équipe, encourager la participation communautaire et assurer une gestion saine et des résultats concluants. Vous établirez le ton et le rythme. Vous viserez l'excellence en vous entourant de personnes de qualité que vous munirez de tous les outils pour réussir.

Bilingue, vous avez de l'expérience en restauration à grande surface, en restauration rapide ou dans un commerce à multiples établissements. À titre de gérant général, vous seriez fort d'au moins trois années d'expérience à un poste de gérant général ou de gérant de magasin. Le gérant d'unité bénéficiera d'au moins une année d'expérience en gestion de magasin. Si vous êtes passionné par l'idée de motiver les gens qui vous entourent et que vous êtes prêt à gravir les échelons dans un univers important et rempli de joie, vous ne trouverez pas de meilleur endroit.

GÉRANT DU MARKETING

Si vous aimez cultiver une marque de commerce, travailler à sa croissance et la célébrer, Krispy Kreme Doughnuts est pour vous. Alors que nous faisons notre entrée au Québec, vous deviendrez un spécialiste de marché dans la catégorie et la province. Relevant directement du vice-président, marketing et communications, vous mettrez au point et adapterez des stratégies de marque de commerce, des plans de lancement de nouveaux magasins et des associations communautaires locales. Vous serez aussi en charge des activités de marketing en magasin. Misant sur votre énergie et créativité inépuissables, vous dirigerez la création et la production des promotions, des outils de marketing en magasin et contribuerez aux relations publiques. Vous serez une source d'idées. Vous miserez sur une pensée latérale. Vous adapterez une marque de commerce établie à une culture et un marché uniques.

Bilingue, vous possédez au moins huit années d'expérience en gestion de marque de commerce pour des produits de détail emballés, en planification de budget et en leadership. Vous êtes prêt à avoir davantage de plaisir dans une situation de démarrage excitante. Joignez-vous à une équipe qui partage votre sentiment d'urgence et d'excellence.

GÉRANT DES RESSOURCES HUMAINES

Comme vous, nous comprenons que les gens constituent l'ingrédient essentiel à nos beignets et à l'expérience de Krispy Kreme. Voilà donc pourquoi œuvrer à un tel poste d'importance signifie recruter, former, reconnaître et récompenser les meilleurs employés de service à la clientèle dans la province du Québec. De concert avec le vice-président du Service des ressources humaines, vous adapterez les documents, les politiques et les procédures au marché. Vous serez aussi responsable des questions importantes en matière de santé et de sécurité. Vous constituerez le moteur animant le recrutement de personnel et de l'équipe de gestion par l'entremise de salons de l'emploi et autres démarches. Vous serez également un partenaire sans égal au personnel de gestion dans la création d'un service à la clientèle d'excellence et de *Moments Magiques*.

Bilingue, avec au moins cinq années d'expérience à titre de généraliste accompli au sein d'une organisation à établissements multiples, vous avez fait preuve d'excellence aux premières lignes d'un établissement de détail innovateur ou d'un service de restauration avec beaucoup de plaisir. Maintenant, vous personnifierez et ferez valoir les valeurs d'une entreprise qui croit sincèrement au potentiel et au pouvoir de ses employés.

Si vous croyez que votre carrière manque de *Moments Magiques* et que vous aimeriez faire partie de quelque chose de vraiment unique, si vous êtes prêt à mettre à profit votre enthousiasme afin de faire sourire votre entourage, veuillez soumettre votre candidature par courriel, télécopieur ou courrier en précisant le poste qui vous intéresse.

KREMEKo Inc. • Service des ressources humaines • 90 Riviera Drive, Markham, Ontario, L3R 5M1 • Adresse courriel : jobs@krispykreme.ca • Numéro de télécopieur (514) 221-2446

www.krispykreme.com

3093938A

STRATÉGIE MARKETING

Bâtir une marque en quatre étapes

Les décisions marketing ne doivent plus reposer sur l'intuition, mais sur la connaissance



FRANÇOIS PERREULT

collaboration spéciale

Pourquoi des entreprises réussissent à bâtir de grandes marques pendant que d'autres échouent ? Kevin Clancy, président-directeur général de Copernicus Marketing Consulting, a son idée sur le sujet. « Trop d'organisations transforment leurs marques en simples biens de commodité. Comme ces biens se vendent à des prix plus bas que les marques, les profits s'en trouvent nettement réduits. »

Le spécialiste de la région de Boston, invité la semaine dernière au colloque annuel de l'Association marketing de Montréal, se base sur une étude de son entreprise pour affirmer qu'il faut revigorer les marques. « Dans 39 catégories sur 48 (bières, banques, savons, etc.), les participants ne pouvaient identifier clairement une marque distincte, supérieure et de qualité. Cela n'est pas étonnant ; seulement 7 % des pubs diffusées en période de pointe communiquent quelque chose de concret sur la marque. »

Selon lui, le marketing constitue la seule bouée de sauvetage. Pas la discipline sous sa forme actuelle, mais un marketing qui repose sur une approche plus scientifique. « Les décideurs sont beaucoup trop intuitifs, juge-t-il. Ils refusent de consulter les consommateurs, de

leur poser des questions. Ils mettent l'accent sur l'identité visuelle du produit plutôt que de le soutenir stratégiquement. Et leur publicité relève plus du divertissement que de l'information commerciale. Par conséquent, certains clients nous demandent parfois de repositionner leur marque en 30 jours ! »

Kevin Clancy propose donc un programme en quatre étapes. D'abord, il estime impératif de revoir les approches de ciblage. « Les entreprises focalisent trop sur les grands utilisateurs d'un produit. C'est une erreur, car ils forment un groupe cible fragile. Dès qu'un concurrent leur offrira un meilleur prix, ils adopteront son produit au détriment du vôtre. »

Il suggère aussi de peaufiner le positionnement des marques. « Dans la majorité des cas, les marques sont très bien définies dans la tête des directeurs du marketing, mais elles ne le sont pas du tout dans l'esprit des consommateurs. Pourtant, il ne s'agit que d'identifier deux ou trois mots, ou encore une ou deux courtes phrases, puis de les implanter dans la tête des gens. Si vous réussissez, ils vont eux-mêmes, sans le savoir, faire évoluer votre marque en la consommant, en parlant d'elle, etc. »

Coordonner objectifs, stratégie et méthodes

La planification stratégique doit aussi être revue dans son ensemble, croit Kevin Clancy. « Dans les entreprises, les objectifs quantitatifs sont fixés par le service des ventes ou par la haute direction.



Pour Kevin Clancy, consultant en marketing, les marques sont bien définies dans la tête des directeurs du marketing, mais pas du tout dans l'esprit des consommateurs.

Pourtant, ces gens ne savent pas toujours en quoi consiste le plan de marketing pour la période en cours. Ils basent leurs pronostics sur les faiblesses et les erreurs de l'exercice précédent. Quant au plan de marketing, il est fréquemment

élaboré sans qu'on mette en lien les efforts de l'entreprise et les réponses données par son marché. Il est donc nécessaire de mieux coordonner les objectifs, la stratégie et les méthodes employées pour parvenir à ses fins. »

En troisième lieu, le consultant recommande d'alléger les équipes de mise en application des plans et stratégies. « Plus elles sont grosses, plus la compréhension du plan est diluée, tranche-t-il. Et dans les pires cas, il ne reste que 10 % du plan d'origine à la fin de l'exercice tellement il a été manipulé. Il faudrait d'abord mettre en place des exécutants. Pas des gens qui vont dénaturer le plan en y saupoudrant des idées. Ensuite, on doit instaurer des mécanismes de vérification régulière pour s'assurer que le plan est appliqué conformément. Cela permet de déceler les dérapages avant qu'il ne soit trop tard. »

Le diagnostic représente la dernière étape. Ici, Kevin Clancy invite les décideurs à analyser leurs erreurs : message incompris, utilisation inefficace de canaux de communication, cible ratée, etc. Il propose également d'étudier la structure même des organisations. « Sortez de leurs silos vos services du marketing, de la publicité et des ventes. »

Du déclin au profit

Invité à valider ses propos avec un cas concret, Kevin Clancy cite en exemple un de ses clients, la pétrolière ExxonMobil. « Voilà une entreprise, dit-il, dont les profits chutaient et qui évoluait dans une industrie inchangée depuis deux décennies. Tout était basé sur les guerres de prix. Les consommateurs percevaient la marque comme en déclin. Il est vrai qu'Exxon se contentait de distribuer l'essence aux détaillants et aux particuliers, sans chercher à savoir s'ils étaient satisfaits. Son positionnement était obscur et sa stratégie reposait entièrement sur les prix. »

« Nous avons mené une étude auprès de 2000 personnes et 600 détaillants afin de connaître leurs besoins, ajoute-t-il. Les résultats ont défini notre stratégie, axée sur le service courtois et efficace, la propreté et la sécurité. Quant au prix, il n'est aujourd'hui ni le plus élevé ni le plus bas. Résultat : les revenus augmentent annuellement depuis cinq ans et ExxonMobil a devancé Shell en matière d'appréciation du service. »

BON★CINÉMA

Windstar Sport 2003

Le Windstar Sport 2003 est maintenant équipé d'un système audiovisuel familial sans frais supplémentaires.



0\$

ACHAT*

Mise de fonds
Paiement pendant 90 jours
Intérêt pendant 90 jours

0\$

LOCATION**

Mise de fonds
Dépôt de sécurité
1^{re} mensualité payée par Ford

À l'achat des modèles 2002 ou 2003 neufs en stock ou à la location des modèles 2003 neufs en stock.

ford.ca

Votre conseiller Ford



Photo à titre indicatif seulement. *Achat : cette offre s'applique uniquement à un financement de 36 mois ou plus de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Frais de transport et taxes applicables en sus. **Location : cette offre s'applique uniquement à la location pour des termes allant de 24 à 48 mois de Crédit Ford, sur approbation de crédit. Immatriculation, assurances et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Cette offre s'adresse uniquement à des particuliers et ne peut être jumelée à aucune autre, à l'exception de la remise aux diplômés pour laquelle certaines conditions s'appliquent. Cette offre de durée limitée peut être annulée en tout temps sans préavis. Voyez votre conseiller pour obtenir tous les détails.

La Presse

6 novembre 2002

Page D9 manquante



Photothèque AP ©

Le Canada exporte pour environ 5 millions de dollars de frites par année au Costa Rica. Une bagatelle pour McCain et Cavendish, mais un marché quand même apprécié.

Libre-échange Canada-Costa Rica: à petits pas vers la ZLEA

SYLVIE DUGAS
collaboration spéciale

McCain et Cavendish, les principales compagnies productrices de pommes de terre frites congelées au Canada, se frottent les mains. L'accord de libre-échange Canada-Costa Rica, qui est entré en vigueur le 1^{er} novembre, permettra à leur industrie de baigner dans l'huile, avec l'abaissement des barrières tarifaires costaricaines, actuellement de 41 %, à zéro en l'espace de huit ans.

Si ces deux grandes firmes sont contentes, ce n'est sûrement pas uniquement à cause de la valeur du marché costaricain. Le Canada y exporte pour environ 5 millions de dollars de frites par année. Une bagatelle, quand McCain, le plus important producteur de frites au monde (il en produit un million de livres à l'heure) a inscrit des ventes mondiales de 6,1 milliards au terme de sa plus récente année financière, qui s'est terminée le 30 juin 2002. L'accord Canada-Costa Rica est intéressant pour les firmes exportatrices canadiennes parce qu'il constitue un petit pas de plus vers la signature d'un éventuel accord de libre échange panaméricain.

Des profits non négligeables sont aussi prévus dans les secteurs des produits papetiers, des biens environnementaux, des pièces automobiles, du plastique, des bâtiments préfabriqués, du bois, du poisson et des équipements agricoles.

Tout de même, l'accord avec ce petit pays vise à profiter d'une économie en plein essor, l'Amérique centrale ayant mieux fait durant la dernière décennie que d'autres nations d'Amérique du Sud, avec une croissance de 4 %. Les échanges commerciaux entre le Canada et le Costa Rica, qui avaient bondi de 25 % en 2000, se sont pourtant soldés en 2001 à près de 250 millions, 10 millions de moins qu'en 1997.

500 millions investis au Costa Rica

Mais le Costa Rica étant l'une des démocraties les plus solides des Amériques, sans forces armées, les investissements y sont sûrs. La Banque Scotia, Hollinger, les Entreprises Berthier et Hydro-Québec International, entre autres, ont déjà investi 500 millions de dollars dans ce pays de 4 millions d'habitants, où la main-d'œuvre est reconnue pour sa productivité. Même le fabricant informatique Intel y a installé une usine, faisant des pièces d'ordinateurs la principale source de devises, avant le tourisme et les bananes. En raison de sa situation géographique, le Costa Rica constitue une porte d'entrée aussi bien vers le sud que vers le nord : il est un partenaire commercial du Marché commun centro-américain, du Chili, de la République dominicaine et négocie un accord de libre-échange avec le Panama. « La

proximité du canal de Panama en fait un lieu de prédilection pour les investisseurs », affirme une porte-parole de l'Ambassade du Costa Rica à Ottawa.

Le gouvernement canadien considère cet accord comme un modèle en vue de la négociation d'autres éventuels accords bilatéraux dans l'hémisphère. Mais est-il exemplaire sous tous ses aspects ? Dans la négociation, on a en effet tenu compte de la taille des économies, puisque les barrières tarifaires tomberont selon des échanciers différents dans les deux pays. Une proportion de 86 % des produits costaricains auront libre accès au marché canadien dès l'entrée en vigueur de l'Accord, comparativement à 65 % pour les produits canadiens au Costa Rica. Pour le reste, une période de transition de huit ans permettra au petit pays de s'ajuster à la concurrence.

Le bon geste du Canada est compréhensible car le Costa Rica, qui exporte chez nous des produits complémentaires (fruits et légumes, café, sucre, fleurs ornementales, boeuf, fruits de mer, vêtements, appareils électriques) ne représente nullement une menace pour notre économie.

Accord asymétrique

Ce respect de l'asymétrie économique d'un petit pays en développement est une innovation dans les accords commerciaux, le Canada se considérant comme un leader en ce sens. Selon l'ancien président du Costa Rica, Miguel Angel Rodriguez, « la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) passe par le respect et l'aide aux petites économies, qui constituent 20 des 34 pays des Amériques ». Cependant, l'entente démontre clairement que le Canada continue de veiller sur ses propres intérêts. Elle inclut en effet un accord sur l'encouragement et la protection des investissements étrangers (APEI), paraphé en 1998, qui constitue une sorte de chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) à sens unique. Comme dans une vingtaine d'autres accords conclus avec des pays en développement, l'APEI protège les investissements canadiens avec compensation financière en cas d'expropriation. Le Bloc québécois a d'ailleurs voté contre l'Accord en troisième lecture pour signifier son opposition à cette clause.

L'accord de libre-échange contient aussi des accords parallèles sur l'environnement et le travail. Dans ce cas, le Canada fait preuve d'un engagement clair envers le développement durable. L'entente prévoit un partenariat permanent et une coopération technique visant à renforcer les systèmes de gestion environnementales respectifs. « Le modèle canadien est axé sur la collaboration plutôt que sur les mesures punitives », indique Claude Carrière, directeur général de la politique commerciale au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Mais certains groupes environnementaux canadiens croient que cette protection serait plus efficace si elle faisait partie intégrante de l'accord.



POSE, VALVE, ÉQUILIBRAGE ET SPÉCIALISTE INCLUS!

UNIROYAL ^{MD} **59⁹⁵\$**
Tiger Paw^{MD} Ice & Snow^{MD} P155/80R13

Uniroyal ^{MD} Tiger Paw ^{MD} Ice & Snow ^{MD}	P195/70R14	84,95\$
Uniroyal ^{MD} Tiger Paw ^{MD} Ice & Snow ^{MD}	P205/70R15	89,95\$
Uniroyal ^{MD} Tiger Paw ^{MD} Ice & Snow ^{MD}	P225/60R16	104,95\$
BFGoodrich ^{MD} Winter Slalom ^{MC}	P195/70R14	89,95\$
BFGoodrich ^{MD} Winter Slalom ^{MC}	P205/70R15	99,95\$
BFGoodrich ^{MD} Winter Slalom ^{MC}	P225/60R16	114,95\$
Michelin ^{MD} Arctic ^{MC} Alpin ^{MD}	P195/70R14	114,95\$
Michelin ^{MD} Arctic ^{MC} Alpin ^{MD}	P205/70R15	124,95\$
Michelin ^{MD} Arctic ^{MC} Alpin ^{MD}	225/60R16	159,95\$

On a le *pneu de camionnette* qu'il vous faut!

Uniroyal ^{MD} Laredo ^{MD} AWT ^{MD}	P235/75R15	109,95\$
Uniroyal ^{MD} Laredo ^{MD} AWT ^{MD}	LT235/75R15	129,95\$
BFGoodrich ^{MD} All Terrain T/A ^{MD} KO	LT215/75R15	129,95\$
BFGoodrich ^{MD} All Terrain T/A ^{MD} KO	LT235/75R15	149,95\$
Michelin ^{MD} LTX ^{MD} A/T	P235/75R15	149,95\$
Michelin ^{MD} LTX ^{MD} A/T	LT235/75R15	169,95\$

BFGoodrich

MICHELIN

UNIROYAL

GOODYEAR

GENERAL TIRE

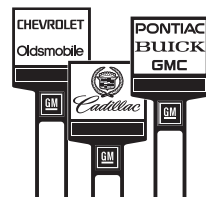
Continental

Remise d'une bourse de la Fondation Armand-Frappier commanditée par Biovet inc.



De gauche à droite : M. Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, M. Yves St-Pierre, représentant M. Serge Dea, directeur de recherche, Dr Estela Cornaglia, directrice de recherche et développement, Biovet inc., M. Barthélémy Ontsouka, inscrit au programme de maîtrise en virologie et immunologie qui reçoit une bourse de 12 000 \$, M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier et Mme Marie Lynne Desrochers, vice-présidente régionale, RBC Banque Royale.

**Service
Goodwrench**
Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

goodwrench.gmcanada.com

Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et camionnettes GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 31 décembre 2002. Pour tous les détails voyez votre concessionnaire Goodwrench participant du Québec.

**Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
AVIS DE CONVOCACTION À DES ASSEMBLÉES
EXTRAORDINAIRES**

NOUS VOUS INFORMONS PAR LA PRÉSENTE qu'une assemblée extraordinaire des titulaires de contrat ayant droit de vote et qu'une assemblée extraordinaire de l'unique actionnaire de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie auront lieu le mercredi 27 novembre 2002 à 11 h, dans la salle 205 du Palais des congrès du Toronto métropolitain, au 255, rue Front Ouest, à Toronto.

Les titulaires de contrat ayant droit de vote qui désirent recevoir un avis de convocation accompagné de renseignements sur les questions qui seront présentées à l'assemblée peuvent écrire à la secrétaire de la compagnie à l'adresse indiquée ci-dessous.

Toronto, le jeudi 6 novembre 2002.

Joan M. Wilson
Vice-présidente et secrétaire de la compagnie

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
150, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1J9

3089346A

Financière
Sun Life

**Clarica, compagnie d'assurance sur la vie
AVIS DE CONVOCACTION À DES ASSEMBLÉES
EXTRAORDINAIRES**

NOUS VOUS INFORMONS PAR LA PRÉSENTE qu'une assemblée extraordinaire des titulaires de contrat ayant droit de vote et qu'une assemblée extraordinaire des porteurs d'actions ordinaires et privilégiées de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie auront lieu le mercredi 27 novembre 2002 à 11 h, dans la salle 205 du Palais des congrès du Toronto métropolitain, au 255, rue Front Ouest, à Toronto.

Si vous désirez recevoir un avis de convocation accompagné de renseignements sur les questions qui seront présentées à l'assemblée, veuillez écrire à la secrétaire de la compagnie à l'adresse indiquée ci-dessous.

Toronto, le jeudi 6 novembre 2002.

Joan M. Wilson
Vice-présidente et secrétaire de la compagnie

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
150, rue King Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1J9

3094267A

CLARICA

Comment poursuivre une corporation qui n'existe plus

**M^e JEAN-FRANÇOIS LAMBERT
DROIT DES AFFAIRES**

Vous êtes propriétaire d'une petite entreprise et vous avez vendu de la marchandise à ABC inc. (ABC), une entreprise de taille semblable à la vôtre constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions (la LSA). Vous faites régulièrement affaire avec ABC et, à l'occasion, vous lui faites crédit ou consentez à ce qu'ABC vous paie en plusieurs versements.

Depuis près de trois mois, vous êtes sans nouvelles d'ABC. La note de crédit qui s'élève maintenant à plusieurs dizaines de milliers de dollars n'a pas encore été payée. Vous êtes incapable de joindre les représentants d'ABC. De plus, vous constatez qu'ABC a fermé ses portes. Vous décidez donc de faire des recherches auprès de la Direction générale des corporations, Industrie Canada. Vous apprenez avec stupéfaction qu'ABC a demandé et obtenu un certificat de dissolution de la Direction générale des corporations. Ce certificat de dissolution fait en sorte qu'ABC, sur un plan juridique, n'existe plus.

En qualité de créancier, vous croyez ne plus avoir aucun recours contre ABC et avoir perdu une somme d'argent importante. Détrompez-vous ! En vertu de la LSA, diverses possibilités s'offrent à vous. Premièrement, suivant l'article 226 de la LSA, les procédures civiles, pénales ou administratives intentées contre ABC avant sa dissolution peuvent être continuées comme si la dissolution n'avait pas eu lieu. De plus, dans les deux années suivant la dissolution, les mêmes procédures peuvent être intentées contre ABC comme si elle n'avait pas été dissoute. Également, les actionnaires entre lesquels les biens d'ABC ont été répartis, le cas échéant, peuvent être tenus responsables du paiement des dettes d'ABC mais seulement jusqu'à concurrence de la somme reçue par eux. En tant que créancier, vous pouvez donc, dans les deux ans de la dissolution, faire une demande en justice contre ABC et, dans certains cas, ses actionnaires, afin de réclamer les sommes qui vous sont dues.

Deuxièmement, afin de bénéficier de tous les recours disponibles prévus par la LSA, une autre procé-

sure permet de reconstituer une corporation qui a obtenu un certificat de dissolution.

D'abord, il faut savoir que tout intéressé, c'est-à-dire tout actionnaire, administrateur, dirigeant, employé, créancier de la corporation dissoute et même toute personne ayant un lien contractuel avec elle peut demander sa reconstitution. Pour ce faire, le demandeur devra remplir le formulaire prévu à cette fin, fournir les documents demandés dans le formulaire et être en mesure de démontrer son intérêt et les motifs à l'appui de sa demande. À noter qu'une preuve de sa créance lui sera demandée. Une fois le formulaire dûment rempli et la preuve de la créance fournie, la Direction générale des corporations pourra reconstituer ABC sur simple délivrance d'un certificat de reconstitution ; des frais de 200 \$ sont exigés pour obtenir un tel certificat.

La procédure menant à la reconstitution est donc rapide et peu complexe. Cela résulte de l'intention du législateur de protéger les créanciers et autres intéressés contre toute dissolution abusive, frauduleuse ou malhonnête. En effet, lors de sa demande de dissolution, ABC n'a pas dévoilé toute la vérité. Pour obtenir sa dissolution, ABC a rempli un formulaire dans lequel elle a indiqué les circonstances entourant sa dissolution. Soit qu'il s'agit d'une corporation qui n'a pas commencé ses opérations, d'une corporation sans biens ni dettes ou soit qu'elle a réglé ses dettes et réparti ses biens. Dans ce cas-ci, ABC n'a pas divulgué les dettes qu'elle avait envers vous. Puisqu'il est facile d'obtenir un certificat de dissolution, par souci d'équité, la Direction générale des corporations permet donc au créancier, ainsi qu'à tout intéressé, de demander la

reconstitution pour exercer, contre la corporation dissoute, tous les recours prévus par la loi.

Une fois reconstituée, ABC se retrouve dans la même position juridique, de la même manière et dans la même mesure que si elle n'avait pas été dissoute. En effet, sa dénomination sociale, son numéro d'identification et l'adresse de son siège social seront identiques à ce qu'ils étaient. Ses administrateurs et actionnaires seront les mêmes qu'au moment de sa dissolution. Au niveau de ses obligations, ABC sera responsable de celles-ci comme si elle n'avait pas été dissoute. De plus, la reconstitution validera toute action en justice touchant les affaires d'ABC intentée entre le moment de sa dissolution et le moment de sa reconstitution. Cependant, cette reconstitution ne rendra pas ABC plus solvable qu'elle ne l'était avant sa dissolution et empêchera tout recours contre ses actionnaires aux termes de l'article 226 de la LSA.

En terminant, il est important de préciser que les articles de la LSA qui traitent de la dissolution et de la reconstitution ne s'appliquent pas à une corporation faillie ; dans ces circonstances, ce sont les dispositions de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité qui s'appliquent.

M^e Jean-François Lambert fait partie du cabinet d'avocats et d'agents de marques de commerce Desjardins Ducharme Stein Monast.

Internet
article@ddsm.ca

Site Web
www.ddsm.ca

Techniques de l'informatique DEC accéléré

Le programme offre à l'étudiant 2 champs de spécialisation*

- ➔ **Gestion des réseaux informatiques**
- ➔ **Informatique de gestion**

Gratuité scolaire

Service de placement

Les étudiants peuvent être admissibles à l'aide financière.

Le programme s'adresse aux étudiants dont le D.E.C. est complété ou à ceux dont la formation générale est complétée ou sur le point de l'être.

Préalable : le cours de mathématique 536.

Les cours offerts débutent en janvier 2003. L'horaire est de jour et il n'y a pas de cours pendant la période estivale (de la fin mai à la mi-août).

* Si le nombre d'inscriptions le permet.

**Collège
de Bois-de-Boulogne**

Une rencontre
d'information

Apporter vos relevés de notes, certificat de naissance et, selon le cas, une preuve de résidence permanente.

**le mardi 12 novembre à 19 h 30
à la salle S-126 du Pavillon Ignace-Bourget
10500, ave de Bois-de-Boulogne, Montréal
Information : (514) 332-3000, poste 313
http://www.bdeb.qc.ca**

Plus besoin d'attendre !

fido_affaires

Parler plus. Naviguer plus. Voilà le forfait que vous attendiez. Grâce à lui vous serez plus efficace.

45 \$
par mois

- > 400 minutes de temps d'antenne facturé à la seconde, ce qui vous permet de parler jusqu'à 40 % plus longtemps.
- > 2 Mo d'accès au plus vaste réseau d'Internet mobile en Amérique du Nord grâce au Sony Ericsson T200. C'est plus qu'il n'en faut pour consulter vos courriels, les cotes de la Bourse, les horaires des vols, les actualités et plus encore.

En plus, vous obtenez l'Afficheur et la Messagerie vocale avec Rappel éclair.

Sony Ericsson T200



100 \$
(après crédit Fido® de 100 \$ à l'activation d'un forfait mensuel)

- > Touche d'accès direct à Internet mobile
- > Votre Fido fonctionne à travers le monde
- > Jusqu'à 360 minutes en communication continue

Aucun contrat à signer

**fi
do**

fidoaffaires.ca

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Les Promenades St-Bruno

Pour commander ou pour obtenir plus d'information, communiquez avec le Service Fido Affaires au **1 866 272-FIDO (3436)** ou visitez un magasin Fido ou un détaillant participant.

Les fraudes de WorldCom auraient atteint 9 milliards US

Reuters

WASHINGTON — La Securities and Exchange Commission (SEC) alourdit ses accusations de fraude à l'encontre de WorldCom, qu'elle a accusé hier d'avoir gonflé ses bénéfices de quelque 9 milliards de dollars américains, presque 2 milliards US de plus que l'estimation la plus récente.

En juin, la SEC avait déjà accusé WorldCom de fraude comptable massive portant

sur plus de 3,8 milliards US, mais le groupe a depuis reconnu qu'il avait découvert pour 3,8 autres milliards US d'« erreurs comptables ».

Par ailleurs, WorldCom et la SEC pourraient annoncer d'ici une ou deux semaines un règlement à l'amiable des accusations de manipulation comptable, ont déclaré des sources proches du dossier hier. L'accord imposerait une amende à WorldCom qui devrait aussi s'engager à ne plus enfreindre les

règlements boursiers. Le montant de la peine serait fixé une fois bouclées les diverses investigations sur WorldCom.

Ni WorldCom ni la SEC n'a voulu commenter.

Un vérificateur chargé d'examiner le dossier de faillite a jugé lundi que WorldCom avait pris des « dispositions illicites et exceptionnelles » pour manipuler ses comptes.

« Nos investigations tendent à démontrer très nettement que le personnel de World-

Com s'est adapté à un environnement d'affaires changeant et à la pression relative aux résultats en prenant des dispositions illicites et exceptionnelles pour masquer les contradictions entre la réalité financière de la société et les attentes de Wall Street », écrivait Dick Thornburgh, l'expert-comptable, dans un rapport de 118 pages déposé auprès du tribunal des faillites. WorldCom reste l'objet de diverses plaintes d'actionnaires et d'enquêtes menées par différentes commissions du Congrès notamment.

Commerce: le Japon agit pour ne pas être isolé par la Chine

Reuters

PHNOM PENH — Grand oublié de l'accord créant lundi la plus vaste zone de libre-échange au monde, le Japon a entrepris hier de rattraper le train en marche lors du sommet de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) qui se tient à Phnom Penh. Cette rencontre a pour objet de promouvoir l'intégration économique, d'améliorer la lutte contre le terrorisme et de masquer les désaccords latents au sein de ce bloc, qui regroupe des États économiquement inégaux.

« Nous sommes entrés dans une nouvelle époque de partenariat. Nous allons avancer ensemble », a déclaré le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, en signant une déclaration sur un partenariat économique dans la capitale cambodgienne. Mais les détails de cet accord restent vagues. Il implique le lancement d'un processus de 10 ans visant à une coopération économique plus étroite en matière de libéralisation et de promotion du commerce et de l'investissement.

Lundi, les 10 pays-membres de l'ASEAN et la Chine ont signé un accord visant à créer la plus vaste zone de libre-échange au monde qui, des steppes de Mongolie aux rivages de l'Indonésie, rassemblera 1,7 milliard de personnes. « La Chine voulait vraiment que la zone de libre-échange se fasse sans le Japon. Ils ont atteint ce but. Tout cela n'est que politique. Et le Japon est désormais en train de contre-attaquer. En sachant que l'industrie japonaise n'est pas dans la position de favoriser énormément l'investissement dans la région », a expliqué un expert de l'ASEAN.

Le premier ministre Koizumi, à la tête d'une économie chancelante après 10 années de récession, affirme en public que la Chine, dont la croissance est stable à 10 % depuis 10 ans, ne constituait pas une menace pour son commerce.

En janvier, le Japon a signé son premier accord de libre-échange avec Singapour, ce qui a été suivi avec intérêt par les Philippines, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie et le Mexique. La Chine a proposé lundi au Japon et à la Corée du Sud de signer un accord de libre-échange à trois. Tokyo s'est dit intéressé mais a demandé un délai de réflexion.

LE PRIX EST BON!



C'EST LE TEMPS DE FAIRE VOTRE TRANSACTION DE L'ANNÉE!

Prenez rendez-vous pour un essai sur route et goûtez le plaisir qu'une Mini peut apporter dans votre vie.

Demandez à l'un des conseillers en vente de Mini Mont-Royal des précisions sur les taux de location spéciaux.

MINI Mont-Royal

Une division de BMW Canbec

LE SEUL CONCESSIONNAIRE
MINI EXCLUSIF AU QUÉBEC

4220, boul. Saint-Laurent
(angle Rachel)
(514) 289-MINI (6464)
www.montroyal.mini.ca



3002502

3094603



LES GRANDS ENJEUX^{MD}
DES SECTEURS PUBLICS 2002

PRESSIONS DU CITOYEN MONTÉE DES DISCOURS DE LA DROITE

REPOSITIONNEMENT DU RÔLE DE L'ÉTAT ET DÉSENGAGEMENT

NOUVELLES APPROCHES ET RÉVISION DES PRIORITÉS

Quelques-unes des personnalités qui participeront à ce débat :



Léon Courville
Économiste et président, banque
des particuliers et des entreprises
et chef des opérations
BANQUE NATIONALE
DU CANADA
1993-1999



Jean-Claude Rivest
Sénateur
SÉNAT DU CANADA



Pierre Maisonneuve
Journaliste-animateur
RDI



Hermel Vienneau
Chef de cabinet
CABINET DU PREMIER
MINISTRE DU NOUVEAU-
BRUNSWICK

Warren Allmand
Président sortant
CENTRE INTERNATIONAL
DE DROITS ET
DÉMOCRATIE

Robert Sauvé
Sous-ministre
MINISTÈRE
DES RÉGIONS

Guy Chevrette
Député de Joliette et ministre
GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC
1976-2002

Claude Castonguay
Ex-ministre
MINISTÈRE DE LA
SANTÉ, DE LA FAMILLE
ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL
ET MINISTÈRE DES
AFFAIRES SOCIALES

Pierre Châteauvert
Directeur en chef de cabinet
GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC

Daniel Granger
Directeur général, vice-
président principal,
technologies
EDELMAN CANADA

Jean Allaire
Directeur du contentieux
VILLE DE LAVAL

Bruno Jobert
Directeur de recherche
CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE (CNRS)
(FRANCE)

Richard Gascon
Directeur
RAYMOND CHABOT
GRANT THORNTON

Michel Lizotte
Associé
RAYMOND CHABOT
GRANT THORNTON

Patrick Lebel
Président
CENTRE PERMANENT
DE LA JEUNESSE

Marcel Villeneuve
Président-directeur général
RÉGIE RÉGIONALE DE
LA SANTÉ ET
DES SERVICES SOCIAUX
MONTRÉAL-CENTRE
1993-2002

Berthier Landry
Président
COMMISSION DES SERVICES
ÉLECTRIQUES DE
MONTRÉAL

Jocelyn Jacques
Sous-ministre adjoint,
politique
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU CANADA

Suzanne Tining
Sous-ministre adjointe,
opérations
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE DU CANADA

André Brochu
Sous-ministre associé
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DU QUÉBEC

Nicole Fontaine
Présidente sortante
OFFICE DE PROTECTION
DU CONSOMMATEUR

Francis Fox
Président du conseil
MONTRÉAL
INTERNATIONAL

Places limitées R.S.V.P.
Sylvain Paradis : (514) 861-7000

Conférence le 11 décembre 2002
Ateliers optionnels le 12 décembre 2002

Présenté par :

PERFORM

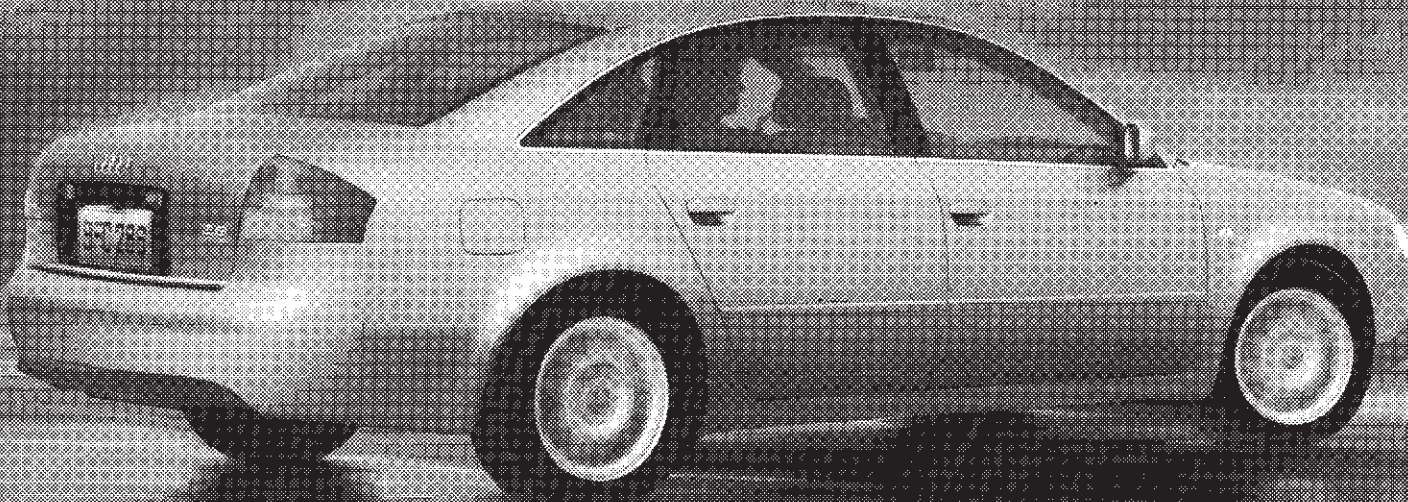
En collaboration avec :

La Presse

Raymond Chabot
Grant Thornton
LA FORCE DU CONSEIL

A l'achat d'une Audi d'occasion avec traction intégrale quattro, obtenez la confiance en prime.

Audi CertifiéSM



Audi Certifié

Couvertes par une garantie limitée Audi de 2 ans ou 160 000 km.

Taux de financement
à l'achat à compter de
2,9%

Ne vous contentez pas d'une voiture neuve ordinaire. Certaines Audi d'occasion sont équipées de la légendaire traction intégrale quattro^{MD}. De plus, elles subissent toutes une rigoureuse inspection multipoints et elles sont couvertes par une généreuse garantie du fabricant*. Voici enfin l'occasion de vous offrir une voiture exceptionnelle, à un prix tout aussi exceptionnel.

Visitez votre concessionnaire Audi, ou rendez-vous à l'adresse www.audicanada.ca pour trouver la voiture d'occasion qu'il vous faut.



AUTOMOBILES LAUZON
2435, boulevard Chomedey
Laval (QC)
(450) 688-1120
www.lauzon.qc.ca

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 748-6961
www.autostrasse.com

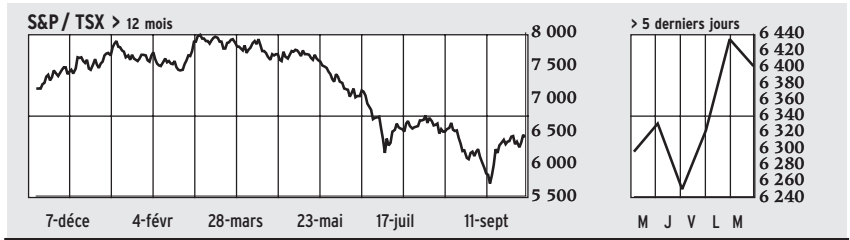
LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471
www.popular.qc.ca

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-1553
www.niquet.com

PARK AVENUE AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 656-4811
www.parkavenuevw-audi.com

*Visitez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. **Taux de financement annuel de 2,9 % offert par Audi Finance aux clients admissibles, à l'achat d'une A6 pour un terme jusqu'à 48 mois, ou d'une A4 ou TT pour un terme jusqu'à 24 mois. Valable sur les années modèles 1997 à 2001 en stock chez les concessionnaires. Les mensualités et le coût d'emprunt varient en fonction de la durée du prêt, du montant de l'emprunt et de l'acompte ou de l'échange. Prix réels fixés par le concessionnaire. Demandez les détails aux concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée pouvant changer sans préavis. « Audi », « quattro » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Audi Certifié » est une marque de commerce de Audi AG. © Audi Canada 2002. Pour en savoir plus sur Audi ainsi que sur les véhicules et la garantie Audi Certifié, composez le 1 800 367-AUDI ou visitez-nous à l'adresse audicanada.ca

BOURSE DE TORONTO

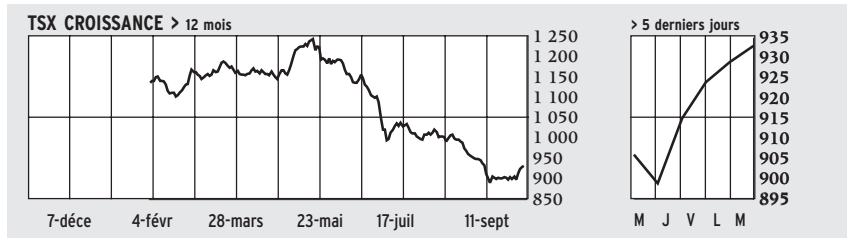


HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 379,39	6 432,65	6 338,78	6 399,64	-0,51 %	-9,60 %
ACTIONS NÉGOCIÉES 1 245 GAINS 483 PERTES 543 INCHANGÉES 219					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	7 992,70	5 678,28		198	221
SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	100,72	-1,23	Prod. consom. discrét.	73,66	-0,44
Matériaux de base	118,19	-0,07	Services de télécom.	46,39	0,04
Énergie	117,81	-0,48	Prod. consom. de base	151,63	-0,20
Produits industriels	65,34	-0,25	Service publics	134,65	0,62
Tech. de l'information	15,69	-0,02	Soins de santé	59,17	-0,24

AUTRES INDICES CANADIENS					
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		
S&P/TSX 60	361,46	-1,66	-0,46	S&P/TSX Moyen. Cap.	412,91
S&P/TSX Petites cap.	428,22	-2,80	-0,65	DJ Can. Titans (40)	937,90
					-2,92 -5,05 -0,7 -0,54

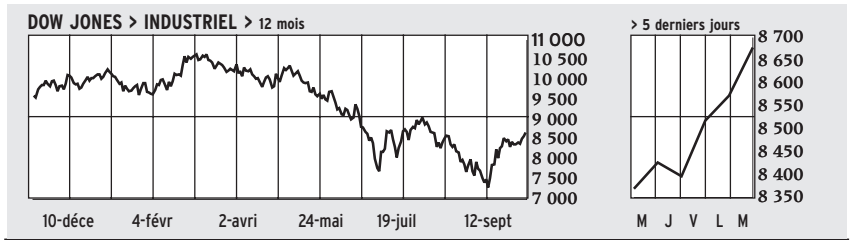
LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
NORTEL NETWORKS	34222591	2,09	0,01	VERMILION RESOURC	3906235
BANQUE T-D	15030694	29,50	-1,70	BOMBARDIER INC /B	3593732
IUNITIS S&P/TSX 60	6928825	36,30	-0,10	BANQUE SCOTIA	3032605
ABITIBI-CONS.	5694262	9,99	-0,31	KINROSS GOLD CORP	2859732
PLACER DOME INC	4308373	15,50	0,50	BANK OF MONTREAL	2720675
					39,05 -0,34
TITRES GAGNANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
B SPLIT CORP	10140	3,00	42,86	VIVENDI UNIVERSAL	2765
BUDJ CANADA INC	1290	6,40	16,36	GENERAL MOTORS	2912
SPECTRA PREMIUM	7800	2,84	13,15	CHC HELICOPT/A	22205
VIVENDI UNIVERSAL	1765	20,40	9,50	R SPLIT CORP	2090
ALCATEL CANADA	11398	8,90	8,54	CAPTL GAINS INC	1639
					19,49 0,99
TITRES PERDANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
HUB INTERNATIONAL	65200	20,13	-18,34	FOUR SEASONS	126862
SUDBURY CONTACT	6163	2,75	-14,06	HUB INTERNATIONAL	65200
STELCO INC-CL B	1000	4,14	-9,80	POTASH CORP OF S.	283453
BUSINESS DEV.BK C	5050	7,25	-9,38	WESCAST INDUS/A	14115
FOUR SEASONS HOTE	126862	49,99	-8,99	ANGIOTECH PHARMA.	54852
					55,49 -2,02

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
929,48	933,04	926,21	933,00	0,42 %	
ACTIONS NÉGOCIÉES 809 GAINS 248 PERTES 296 INCHANGÉES 265					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	887,29		28	28
LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
ZAQ INC CL A	824000	0,08	0,01	HYDROMET ENVIRO/A	462000
CANADIAN ROYALTY	811920	1,42	0,32	CHINA VENTURES	455625
PAN ASIA MINING C	720000	0,07	0,00	DSI DATOTECH SYST	443700
AMERICAN BONANZA	515000	0,13	0,00	UNIQUE BROADBAND	438041
GENOIL INC	473334	0,12	0,00	WORLD WISE TECH.	425000
					0,04 -0,01

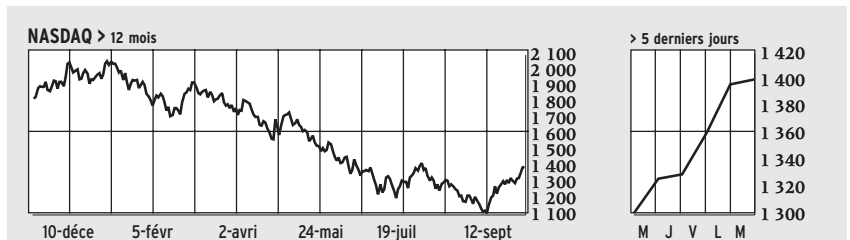
NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 568,76	8 691,38	8 544,42	8 678,27	1,24 %	-8,08 %
ACTIONS NÉGOCIÉES 3 407 GAINS 1 897 PERTES 1 323 INCHANGÉES 187					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 673,10	7 197,49		1 325	1 635
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	915,39	7,04	Dow Jones serv. publics	206,85	0,30
S&P 100 composé	467,93	5,67	AMEX composé	832,64	0,47
Dow Jones transport	2 344,46	10,62	Russell 2000	386,07	-0,90

LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
TENET HEALTHCARE	23625800	26,22	-0,78	LUCENT TECHNO.	12428300
AON CORP	15123300	18,18	1,00	NOKIA CORP-SPON A	12161000
HEWLETT-PACKARD	13933700	17,14	-0,56	EXXON MOBIL CORP.	11947900
NORTEL NETWORKS	13534700	1,34	0,01	TEXAS INSTRUMENTS	11844200
GENERAL ELECTRIC	12940100	26,50	0,00	PFIZER INC	11820200
					32,62 0,57
TITRES GAGNANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
UAL CORP	3421800	4,15	30,50	WASHINGTON POST/B	15300
WILLIAMS COAL SEA	63400	9,53	16,93	ALLIANT TECHSYSTE	636900
OFFICEMAX INC	1698100	5,73	13,47	LOCKHEED MARTIN	7426500
MASTEC INC	105500	3,66	12,62	DEUTSCHE BANK AG	143200
NETWORK	276300	4,00	12,05	NIDEC CORPORATION	5200
					64,05 2,55
TITRES PERDANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
IONA SURETY CORP	552200	11,00	-21,43	IONICS INC	1629000
IONICS INC	1629000	19,46	-20,47	INVESTMENT TECHNO	963100
HUB INTERNATIONAL	1641700	13,00	-18,08	MARKEL CORP	43600
CENTERPOINT ENERG	2589700	6,35	-16,99	FOUR SEASONS	1116300
HEALTHSOUTH CORP	4984200	4,07	-16,60	AMERISOURCEBERGE	5145300
					68,81 -3,14

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 386,87	1 401,37	1 379,33	1 401,17	0,33 %	-21,88 %
ACTIONS NÉGOCIÉES 3 539 GAINS 1 604 PERTES 1 217 INCHANGÉES 257					
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 098,88	1 108,49		1 401	2 318
SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 317,16	-3,84	Industrielles	1 060,03	-2,50
Banques	2 285,19	8,89	Télécomm.	115,98	1,71
Finances	2 054,44	7,72	Transports	1 270,00	1,52

LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
CISCO SYSTEMS	74900300	12,69	0,38	MICROSOFT CORP	32656500
INTEL CORP	61859800	18,35	-0,42	NEXTEL COM/A	32201700
SUN MICROSYS.	42160500	3,17	-0,03	JDS UNIPHASE CORP	25283200
ORACLE CORP	37566700	10,17	-0,07	QLOGIC CORP	23404700
APPLIED MATERIALS	37060400	15,81	-0,64	DELL COMPUTER	23030900
					29,67 -0,38
TITRES GAGNANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
NEW VALLEY CORP-W	12000	0,04	100,00	SYNOPSYS INC	7717100
MICROSTRATEGY INC	2200	0,10	100,00	WARWICK VALLEY T.	1800
EURO TECH HOLDING	21000	0,06	100,00	EDUCATION	944100
VION PHARMACEUTIC	577400	0,58	96,61	STAGE STORES INC-	12 4600
UNIVERSAL ACCESS	475900	0,44	91,30	APOLLO GROUP/A	4738000
					40,82 2,71
TITRES PERDANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		
SONTRA MEDICAL CO	72200	0,00	-90,00	FARMER BROS CO	2900
BRANDPARTNERS	5500	0,07	-51,72	WILD OATS MARKETS	1139900
INCAM AG-SPONS AD	1800	0,16	-44,83	HENRY SCHEIN INC	1866900
KIRLIN HOLDING CO	21800	0,40	-3,33	INFOSYS TECH./SP	83200
NEW CHINA HOMES	1600	0,11	-31,25	BEASLEY BROADCA/P	27600
					73,50 -1,90

NASDAQ CANADA					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
232,90	234,30	229,35	231,10	-0,97 %	-29,48 %
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	402,20	172,89		43	87

Source: Bloomberg

INVESTIR

Reuters

TORONTO — En dépit d’une remontée en fin de séance, la Bourse de Toronto a terminé hier sous la ligne de flottaison, coulée par le secteur des institutions financières qui reste secoué par l’annonce de la Banque TD sur ses provisions pour pertes sur prêts.

L’indice composé S&P/TSX a ainsi reculé de 33,01 points, ou 0,51 %, clôturant à 6399,64, après avoir ouvert la semaine en hausse de plus de 100 points la veille.

La Bourse de New York a clôturé la séance sur un autre ton, terminant en hausse de 1,24 %, l’indice Dow Jones des 30 industrielles gagnant 106,67 points, à 8678,27.

Le NASDAQ Composite a, pour sa part, avancé de 4,63 points, ou 0,33 %, à 1401,17.

« Plusieurs étaient inquiets de l’état des prêts, alors ils ont vu dans l’annonce de la Banque TD la goutte d’eau qui a fait déborder le vase et ils ont abandonné le secteur », a estimé Murray Leith, directeur de recherche chez Odlum Brown.

« Mais au bout du compte, cela dépendra de l’état de l’économie et des bénéfices des entreprises, et je crois que (les banques) continueront de progresser, et par conséquent, le marché dans l’ensemble

devrait se diriger dans la même direction », a-t-il ajouté.

En tout, huit des 10 sous-groupes du TSX ont reculé hier. Le secteur de l’énergie a reculé de 0,4 %.

À New York, les marchés boursiers américains ont clôturé en hausse à la veille de la décision de la Réserve fédérale (Fed) sur les taux et des résultats du premier équipementier mondial de réseaux internet, Cisco Systems.

Le ralentissement moins marqué que prévu de l’activité dans les services en octobre a soutenu les échanges pendant la séance et même le NASDAQ a réussi à effacer ses pertes accusées à cause des suppressions d’emplois annoncées chez Applied Materials.

« Cela a été très calme en milieu de journée et je pense que ce rebond de fin de séance s’explique tout simplement par l’attente des résultats de Cisco et de la baisse de taux », a expliqué Kevin Cohen, courtier chez Wedbush Morgan.

Les investisseurs ont évité de s’engager trop à la veille des résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis, dont l’enjeu majeur est la majorité au Sénat, et surtout du conseil de politique monétaire de la Fed (FOMC).

Plus de 85 % des entreprises du S&P ont publié leurs résultats du troisième trimestre, mais le marché

en redoute encore quelques uns de tailles, comme ceux de Cisco attendus aujourd’hui après la clôture avec ses prévisions. L’action s’est adjugée 3,09 %, à 12,69 \$ US.

Les valeurs de la haute technologie ont également pâti de l’appel à la prudence de Lehman Brothers face à la tentation de parier sur une reprise rapide du secteur des équipements en semi-conducteurs.

Le premier équipementier mondial pour semi-conducteurs, Applied Materials, a perdu 3,89 %, à 15,81 \$ US, après avoir annoncé 1750 licenciements, soit 11 % de ses effectifs, pour faire face au marasme du secteur qui dure depuis deux ans.

Intel, premier fabricant mondial de puces informatiques, a perdu 2,03 %, à 18,35 \$ US. L’indice des semi-conducteurs de Philadelphie a abandonné 2,66 %, tandis que Novellus Systems perdait 4,2 % et Altera 3,37 %.

Dans les financières, American Express a perdu 2,48 %, à 36,60 \$ US, après le déclassement de Merrill Lynch de l’action à « neutre » par rapport à « achat », jugeant le cours trop élevé.

Boeing s’est adjugé 6,24 %, à 31,52 \$ US. Le Wall Street Journal écrit dans son numéro d’hier que le groupe est proche d’un accord pour fournir en leasing des B767 modifiés à l’U.S. Air Force pour 17 milliards US.

CGI défie la loi de la gravité: un excellent exercice financier 2002

MICHÈLE BOISVERT

CGI vient de connaître un excellent exercice financier en 2002, malgré le marasme persistant dans le secteur des technologies de l’information. Sa performance est telle que l’entreprise montréalaise affiche le deuxième taux de croissance en importance de toute l’industrie nord-américaine. C’est l’entreprise américaine Affiliated Computer Services qui occupe le premier rang, mais il n’en demeure pas moins que CGI devance tout de même des géants comme IBM et EDS.

Les revenus de CGI se sont élevés à 2,17 milliards de dollars, ce qui représente une progression de 39 % par rapport à l’an passé. Les profits ont pour leur part bondi de 51 %, pour s’établir à 135,8 millions de dollars, ce qui donne un profit par action de 36 cents.

« Cette excellente performance est attribuable à la décision que CGI a prise, il y a de cela plusieurs années déjà, de s’orienter vers des contrats d’impartition, explique Serge Godin, président et chef de la direction de CGI. Aujourd’hui, 75 % des revenus de CGI sont générés par de tels contrats et ce sont des revenus récurrents. »

Le fait que CGI réalise plus des trois quarts de son chiffre d’affaires au Canada contribue également à la bonne performance de l’entreprise montréalaise. L’économie canadienne se démarque par sa vigueur de celle de nos voisins du Sud et de l’ensemble des pays européens.

Le bénéfice d’EnCana a souffert des effets de change

Reuters

CALGARY — EnCana Corp., le premier explorateur et producteur pétrolier indépendant en Amérique du Nord, a rapporté hier un bénéfice du troisième trimestre inférieur aux attentes et affecté par une perte de change sur les devises étrangères après impôts.

La compagnie, née de la fusion d’Alberta Energy et de PanCanadian Energy cette année, a affiché un bénéfice de 204 millions de dollars, ou 42 cents par action.

En deçà des attentes

Il s’agit d’un résultat en deçà des 52 cents par action que prévoyaient en moyenne les analystes interrogés par la firme Thomson First Call.

Le flux de trésorerie, qui permet de juger la capacité d’une pétrolière à financer à l’interne ses projets futurs, était de 1,02 milliard, ou 2,12 \$ l’action.

Les activités de la compagnie se trouvent essentiellement au Canada, aux États-Unis, dans la mer du Nord et en Équateur. EnCana détient également des pipelines et des installations de stockage de gaz naturel.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
		Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.
Algoma Central Corp. (ALC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	81 822	88 014	-7	6 178	8 021	-23	1.58	2.07
Mines/Métaux, Ontario	9 mois	196 609	203 047	-3	10 487	19 562	-46	2.69	5.03
Brascan Financial Cor (BNF.A / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	147 000	107 000	37	72 000	59 000	22	0.44	0.35
Immobilier, Ontario	9 mois	364 000	327 000	11	198 000	190 000	4	1.21	1.12
CanWest Global Commun (CGS.A / TSX)									
Édition/Inform., Manitoba	Année	2 272 783	1 944 775	17	13 018	46 633	-72	0.07	0.27
CGI Group Inc. (GIB.A / TSX)	30 sept. - 4 ^e trim.	571 860	461 907	24	35 524	19 821	79	0.09	0.06
Ordi./Electron./Logiciels, Québec	Année	2 169 613	1 560 391	39	135 799	62 789	116	0.36	0.21
Dorel Industries Inc. (DII.B / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	256 110	233 528	10	16 345	10 330	58	0.52	0.37
Ménages/Consomm./Cosmét., Québec	9 mois	751 085	697 297	8	46 969	32 516	44	1.58	1.15
EnCana Corp. (ECA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	2 882 000	1 139 000	153	204 000	275 000	-26	0.43	1.07
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois	6 619 000	3 950 000	68	795 000	1 197 000	-34	1.99	4.67
* Hub Int'l Ltd. (HBG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	49 552	43 601	14	5 422	2 031	167	0.21	0.10
Ordi./Electron./Logiciels, États-Unis	9 mois	156 332	101 040	55	21 073	7 055	199	0.96	0.37
Ibex Technologies Inc (IBT / TSX)	31 juil. - Année	762	863	-12	10 308	(2 255)	—	0.56	(0.12)
Médical/Produits pharm., Québec									
Imax Corp. (IMX / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	23 655	23 337	1	(2 294)	(139 553)	—	(0.07)	(4.48)
Diversissement, Ontario	9 mois	93 305	84 801	10	11 288	(164 748)	—	0.34	(5.35)
* Inter Automotive Inc (IALA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	931 600	728 500	28	12 400	1 800	589	0.26	0.12
Automobile, Ontario	9 mois	2 806 900	2 401 400	17	51 000	27 000	89	1.06	0.12
* KCP Income Fund (KCP.UN / TSX)	28 sept. - 5 weeks	19 583	n.d.		2 881	n.d.		0.09	n.d.
Banques/Services fin., Ontario									
Mediagril Interactive (MDF / TSX)	30 sept. - 2 ^e trim.	7 821	6 201	26	2 676	(269)	—	0.12	(0.01)
Ordi./Electron./Logiciels, Québec	6 mois	16 709	12 828	30	4 365	(246)	—	0.20	(0.01)
Precision Drilling Co (PD / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	382 830	474 016	-19	12 246	41 648	-71	0.23	0.78
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois	1 294 898	1 497 588	-14	82 402	152 830	-46	1.54	2.89
Revenue Properties Co (RPC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	13 203	14 891	-11	2 487	962	159	0.02	0.00
Immobilier, Ontario	9 mois	44 173	44 866	-2	29 720	35 361	-16	0.42	0.51
Sand Technology Inc. (SNDT / NASDAQ)	31 juil. - Année	13 922	11 258	24	(4 812)	(8 523)	—	(1.12)	(0.71)
Ordi./Electron./Logiciels, Québec									
Savaria Corp. (SIS / TSX CROIS.)	30 sept. - 3 ^e trim.	4 031	3 013	34	566	348	63	0.04	874.00
Soins santé/Hôpitaux, Québec	9 mois	12 147	8 373	45	1 643	1 016	62	0.12	2,547.00
Sapp's Gourmet Foods (SGO / TSX)	31 juil. - Année	45 600	41 615	10	(409)	685	—	(0.03)	0.05
Aliment./Boissons, C.-B.									
SFK Pulp Fund (SFK.UN / TSX)	30 sept. - 2 mois	37 466	n.d.		3 999	n.d.		0.09	n.d.
Papier/Prod. forest./Conten., Québec									
* Thomson Corp. (TOC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	2 095 000	1 977 000	6	256 000	211 000	21	0.39	0.34
Banques/Services fin., Ontario	9 mois	5 566 000	5 109 000	9	313 000	495 000	-37	0.49	0.79
* résultats en dollars américains									
Source: CNW Québec									



2 Inc	283	9.95	9.74	9.94	0.13	NewellHud	.84	16672	31.99	31.17	31.81	0.43
						Newhal	.40a	4	28.58	28.50	28.50	-0.11
						NewmtM	.12	21867	26.13	25.76	25.94	-0.01

Canada	6.00	1 Jun 08	107.30	4.50	-0.25	Alberta	7.50	1 Dec 05	110.58	3.80	-0.07	Ontario	6.13	12 Sept 07	107.23	4.44	-0.17	Tor-Met	7.75	1 Dec 05	111.05	3.88	-0.07	Molson Br	6.00	2 Jun 08	103.55	5.25	-0.24
Canada	5.50	1 Jun 09	104.30	4.72	-0.40	B C M Fin	5.50	24 Mar 08	104.08	4.63	-0.17	Ontario	6.25	25 Aug 28	101.89	6.10	-0.80							Molson Br	6.70	2 Jun 28	93.84	7.23	-0.75
Canada	9.50	1 Jun 10	128.87	4.88	-0.43	British Col.	8.00	23 Aug 05	111.31	3.69	-0.06	Ontario	6.50	8 Mar 29	105.95	6.04	-0.84	Avco Fin	5.75	2 Jun 03	101.62	2.82	-0.01	Nv Canada	6.60	1 Dec 06	107.49	4.55	-0.15

Canada	6.00	1 Mar 11	126.55	0.04	-0.52	British Col.	8.00	9 Jun 08	108.29	4.68	-0.16	Hydro Ont.	7.38	2 Jun 03	111.42	2.82	-0.01	Bk Scotia	5.65	22 Jun 13	108.12	96.10	5.20	-0.24	Nan New York	7.40	1 Jun 27	110.50	6.53	-0.90
Canada	6.00	1 Mar 11	106.25	0.08	-0.47	British Col.	8.00	23 Oct 13	126.39	4.59	-0.52	Hydro Ont.	7.75	9 Nov 01	101.05	2.39	-0.07	Bell Can.	7.00	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	Pean Petrol	8.75	9 Nov 05	111.72	4.53	-0.10	
Canada	6.00	1 Mar 11	106.25	0.08	-0.47	British Col.	8.00	16 Jun 09	129.39	4.59	-0.52	Hydro Ont.	7.75	9 Nov 01	101.05	2.39	-0.07	Bombardier	6.00	20 Feb 03	99.04	4.00	-0.25	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	10.25	15 Mar 14	149.19	5.28	-0.70	Hydro Que.	8.00	1 Jun 04	105.81	3.15	0.04	Hydro Ont.	7.45	31 Mar 13	122.98	4.63	-0.03	Cdn Oil Corp	6.00	20 Feb 03	99.04	4.00	-0.25	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	8.75	6 Jun 21	127.37	5.36	-1.06	Hydro Que.	8.00	1 Jun 04	105.81	3.15	0.04	Hydro Ont.	7.45	31 Mar 13	122.98	4.63	-0.03	Cdn Oil Corp	6.00	20 Feb 03	99.04	4.00	-0.25	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	8.00	1 Jun 21	128.28	5.65	-0.98	Hydro Que.	8.00	15 Jul 05	112.49	3.70	-0.09	Hydro Ont.	8.50	26 Mar 25	120.06	4.04	-0.91	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	8.00	1 Jun 27	130.18	5.70	-1.10	Hydro Que.	8.00	15 Jul 05	112.49	3.70	-0.09	Hydro Ont.	8.50	26 Mar 25	120.06	4.04	-0.91	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2 Jun 08	105.12	6.48	-0.48	Hydro Ont.	8.25	2 Jun 03	112.40	6.05	-0.92	Cdn Oil Corp	6.30	2 Jun 08	100.91	6.10	-0.23	Procter & Gamble	8.75	24 Sept 27	95.16	7.20	-0.74	
Canada	5.75	1 Jun 29	101.25	5.65	-0.95	Manitoba	6.00	2																						

Arabie saoudite	dinar	\$ 4.2226	Banladesh	corona	\$ 0.2171	Indonésie	roupie	\$ 0.0252	Israël	nouveau sheqel	\$ 0.0284	Liban	liban	\$ 0.0153	Malaisie	ringgit	\$ 0.2336	Maroc	dirham	\$ 0.0793	Népal	roupie	\$ 0.0177
Argentine	dollar	\$ 0.8143	Égypte	livre	\$ 0.3474	Jamaïque	dollar	\$ 0.0344	Paraguay	sol	\$ 0.4458	Pérou	sol	\$ 0.1762	Portugal	escudo	\$ 0.0200	République arabe d'Égypte	livre	\$ 0.2500	République de Chine	taïwan dollar	\$ 0.0200
Bermudes	dollar	\$ 1.5769	Émirats-Arabes Unis	dirham	\$ 0.4370	Japon	yen	\$ 0.012787	Philippines	peso	\$ 0.0304	Soudan	livre	\$ 0.3750	Suisse	franc	\$ 1.0986	Taiwan	dollar	\$ 0.0200	Turquie	lira	\$ 0.0020

Algérie	real	\$	0.4483	États-Unis	dollar	\$	1.5567	Kenya	shilling	\$	0.0203	Pologne	zloty	\$	0.4038	Taiwan	dollar	\$	0.0465
Argentine	lev	\$	0.8213	Europe	euro	\$	1.5573	Koweït	dinar	\$	0.4066	Rép. tchèque	coronno	\$	0.0520	Tanzanie	shilling	\$	0.001638
Arabes saoudites	dollar	\$	0.6094	Fidji	dollar	\$	0.7811	Liban	livre	\$	0.001061	Rép. Dominicaine	peso	\$	0.0868	Thaïlande	dollar	\$	0.0372
Australie	chili	\$	0.00223	Guyane	dollar	\$	0.008966	Malaisie	ringgit	\$	0.4331	Roumanie	leu	\$	0.0000479	Trinité-Tobago	baht	\$	0.2656
Chine	renminbi	\$	0.1949	Haiti	gourde	\$	0.0510	Maroc	dirham	\$	0.1524	Royaume-Uni	livre	\$	2.3394	Tunisie	dinar	\$	1.1751
Cyprus	livre	\$	2.8119	Hong Kong	dollar	\$	0.2061	Norvège	roupe	\$	0.00000098	Russie	rouble	\$	0.0504	Turquie	livre	\$	0.00000098
Colombie	peso	\$	0.000578	Hongrie	forint	\$	0.00667	Mexique	peso	\$	0.1632	Singapour	dollar	\$	0.9099	Ukraine	hryvna	\$	0.3009
Corée du Sud	corée	\$	0.001319	Inde	roupie	\$	0.0341	Norvège	roupe	\$	0.2183	Slovaquie	coronno	\$	0.0389	Venezuela	bolivar	\$	0.00113
Costa Rica	won	\$	0.004308	Indonésie	roupie	\$	0.000183	Nouvelle-Zélande	dollar	\$	0.8070	Slovénie	tolar	\$	0.007015	Les cotes sont en devises canadiennes.			

[illegible]

9096	31.20	29.70	30.72	-43	33.98	21.38	Kronos s	KRON	4403	39.70	38.25	39.70
14288	55.80	53.70	55.14	-04	65.90	36.74	Kulicke	KLIC	10970	3.93	3.68	3.75
00005	5.00	4.00	5.10	-40	40.00	00.70	ILMAC	ILAC	00005	00	00	00

D16

BOURSE DE TORONTO

	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.	Haut	Bas	Values	Div.	Ventes	100t	Haut	Bas	Ferm.	ch.	52 sem.</
--	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	---------	------	-----	--------	------	--------	------	------	-----	-------	-----	-----------

La division transmission et distribution a vu sa marge d'exploitation s'établir à 6,2 % (comparativement à 6 % il y a un an), celle de la division transport a été de 3,9 % (par rapport à 3,9 % il y a un an et surtout 0,4 % au second semestre 2001-2002), celle de l'activité marine enfin chutant de 6,9 % à 2,2 %.

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US		Mardi	Lundi
Saudi Arabian light	23,93	24,59	
North Sea Brent	24,14	25,20	
West Texas Intermediate	26,13	26,98	
LES MÉTAUX			
MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE			
FERMETURE			
CUIVRE (catégorie A -)			
Comptant	1570	5-1571	
3 mois	1586-1587		
15 mois	1640-1645		
PLOMB			
comptant	436-437		
3 mois	446-447		
15 mois	478-483		
ALUMINIUM			
comptant	1367-1367,5		
3 mois	1372-1373		
15 mois	1408-1413		
NICKEL (dollars)			
comptant	7190-7195		
3 mois	7185-7189		
15 mois	7005-7055		
ÉTAIN			
comptant	4180-4185		
3 mois	4215-4220		
15 mois	4315-4325		
ZINC (qualité supérieure)			
comptant	761-761,5		
3 mois	778,5-779		
15 mois	825-830		

LES PETITES ANNONCES

97 WENDU

DÈS 8 HEURES!

COMMENT NOUS JOINDRE

Heures d'ouverture: lundi au vendredi, de 8 h à 17 h 30

Par téléphone:

(514) 987-8363

Par télécopieur:

(514) 848-6287

Adresse postale:

Les petites annonces

7, rue Saint-Jacques

Montréal, Québec H2Y 1K9

petitesannonces@lapresse.ca

Communiquiez les renseignements suivants lors de votre réservation par télécopieur, courriel ou par la poste:

Nom complet, adresse et numéro de téléphone pour la facturation

Rubrique, texte et dates de parution

Personne à joindre pour vérification

Numéro de téléphone pour vous joindre en semaine entre 8 h et 17 h 30, si différent de celui de la facturation

Avis

Nos annonceurs sont priés de vérifier la teneur de leurs annonces lors de leur première parution. Advenant qu'une annonce soit reproduite incorrectement, l'annonceur doit en aviser aussitôt *La Presse* qui convient de publier dans la prochaine édition du journal, une version corrigée de celle-ci. Toute erreur ou plainte visant la teneur d'une annonce doit être signalée le jour de sa parution avant 17 h, pour fins de correction lors de la prochaine édition du journal. De même, en cas d'annulation d'une annonce, l'avis à cette fin doit être donné avant 17 h, du lundi au vendredi, le jour qui précède sa parution.

Les annonces sont sujettes à l'approbation de leur contenu de même qu'à l'approbation du crédit de l'expéditeur.

La Presse se réserve le droit de publier, d'annuler ou de classer correctement toute annonce sous la rubrique appropriée.

Offres d'emploi : Tous les postes sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

Soumettez votre annonce pour le lendemain entre 8 h et 17 h 30, du lundi au vendredi

24 heures sur 24, communiquez votre annonce par courriel à petitesannonces@lapresse.ca ou sur capresse.ca. Nous confirmerons votre réservation durant nos heures d'ouverture.

100 IMMOBILIER

• RÉSIDENTIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Visites libres	100
Île de Montréal	101
Centre-ville	102
Vieux-Montréal	103
Maisons de prestige	104
Laval, Rive-Nord	105
Rive-Sud	106
Banlieue ouest	107
Banlieue est	108
Laurentides, Lanaudière	109
Estrie, Cantons de l'Est	110
Extérieur de Montréal	111
Bord de l'eau	112
États-Unis, hors frontières	113
Temps partagé, échange	114
Condominiums, copropriétés	115
Maisons de campagne, domaines	116
Chalets	117
Maisons mobiles	118
Propriétés à échanger	119
Propriétés demandées	120
Fermes, terres	121
Terrains résidentiels	122
Prêts hyp. / résidentiel	123
Divers	129

• LOCATION •

Île de Montréal	131
Centre-ville	132
Vieux-Montréal	133
Logements à échanger	134
Laval, Rive-Nord	135
Rive-Sud	136
Banlieue ouest	137
Banlieue est	138
Laurentides, Lanaudière	139
Estrie, Cantons de l'Est	140
Extérieur de Montréal	141
États-Unis, hors frontières	143
Condominiums, copropriétés à louer	145
Maisons de campagne	146
Chalets à louer	147
Chambres, pensions	148

Propriétés à louer	149
Résidences pour aînés	150
Garages	152
On demande à louer	153
On demande à partager	154
Sous-location	155
Appartements meublés	156

• INDUSTRIEL •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Propriétés à revenus	160
Propriétés comm./industrielles	162
Fermes, terres	168
Commerces	170
Copropriétés, espaces comm./industriels	172
Terrains comm./industriels	173

• LOCATION •

Espaces comm./industriels à louer	180
Commerces à louer	182
Entrepôts à louer	184
Bureaux à louer	186
Magasins à louer	188
Divers	192

MARCHANDISES ET SERVICES

La place du marché	201
Audiovisuel, photographie	203
Instruments de musique	205
Meubles, électroménagers	206
Équipements, articles maison	207
Informatique	209
Vêtements, fourrure	210
Collections	211
Antiquités, œuvres d'art, bijoux	212
Livres	214
Informatique	217
Animaux	220
Perdu	221
Trouvés	222
Piscines	224
Bois de foyer	225
Bureau, téléphonie	228

Imprimerie	229
Machinerie, outils	231
Équipements commerciaux	232
Construction, rénovation, décoration	233
Marchandises diverses	235
On demande à acheter	236
Encans	237
Vente de garage, de charité	238
Marché aux puces	240
Entretien	250
Paysagistes, déneigement	256
Transport, déménagement	257
Gardiennes, gardiennage, aides familiales	259
Professionnels	260
Esthétique, coiffure	262
Traitement de textes, rédaction et traduction	264
Préparation de C.V.	265
Services divers	268
Soins thérapeutiques, massothérapie, produits naturels	270

OFFRES D'EMPLOI

Offres d'emploi (encadrés seulement)	300
Programmes de formation	303
Postes cadres et professionnels	304
Santé, services communautaires	306
Éducation, enseignement	307
Gardiennes	308
Bureaux	310
Assurance	316
Secteur automobile	317
Vente, commerce	319
Immobilier	320
Transport, camionnage	321
Hôtellerie, restauration, alimentation	322
Imprimerie, infographie	324
Technique, métiers, sous-traitance	325
Coiffure, esthétique	327
Industrie du vêtement	328

Industriel, manufacturier	329
Entretien, sécurité, conciergerie	331
Services domestiques	334
Musiciens, artistes	337
Mannequins, modèles	339
Emplois divers	340
Emplois divers à temps partiel	342
Emplois demandés	343
Méthodes de recherche d'emploi	348
Bénévolat	349

• COURS •

Cours	350
Souhaits, événements	401
Avis de recherche	402
Compagnes, compagnons	403
Agences de rencontres	404
Clubs de rencontres	405
Lignes de rencontres	406
Astrologie, occultisme	410
Billets de sport / spectacles	419
Activités sociales	420
Escortes, rencontres, etc.	440
Studios de massage	445
Divers	450

500 VÉHICULES AUTOMOBILES

Machinerie lourde, véhicules divers	501
Camions, 4 x 4, fourgonnettes	511
Véhicules 5000 \$ et moins	548
Automobiles	550
Autos, camions antiques et de collection	555
Autos - camions à louer	557
Services divers	560
Pièces et accessoires	562
Ferraille	569
Entreposage de véhicules	575

600 LOISIRS ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

Sports, plein air	605
Séjours, excursions	610

• ÉQUIPEMENTS RÉCRÉATIFS •

ACHAT • VENTE • ÉCHANGE

Motocyclettes	655
Bateaux, sports nautiques	658
Motoneiges, véhicules tout terrain	661
Véhicules récréatifs	667
Remorques	668

700 AFFAIRES

Site Internet	704
Occasions d'affaires	710
Franchises	714
Services spécialisés, financement	715
Tenue de livres, impôt	725

800 AVIS

Avis légaux	801
Avis divers, communiqués	805
Avis de dissolution, changements de nom	850

900 DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

Remerciements	900
Condoléances	900
Prières	900
Décès	900

100 Immobilier

101 ÎLE DE MONTRÉAL

269 000\$. Beau secteur, très belle bâtisse, 2x6½, 2x3½, s/sol fin, boiseries, vitraux, garage, imm. Gilda, crr 514-527-8373.

À RIVIÈRE DES PRAIRIES
Semi-détachés dans nouveau projet de A partir de 167 000 \$ taxes incl. Il n'en reste que 4, 514-648-6446, 514-217-4099

LACHINE crr., 3 ch., foyer, piscine, terrasse, pl. en parquet, chambre, s/sol fin, garage, 175 000 \$, 514-738-8106

LIMITÉ Anjou duplex complètement restauré, 2x5½ + b. ach. de en main, un bijou! Garage double, 239 900 \$, J. Delino (514) 835-9636, Capitale Prestige

MERCIER, triplex dét., bons revenus, bord de l'eau, pistes cyclables, ski de fond, parc Belle-rue, 229 000 \$, La Capitale Rémi Roy crr 514-353-9942

MÉTRO Frontenac, triplex, 144 900 \$, moins de 8 X les revenus, Jean Robert Benoit, 514-231-3324, Novimm Excellence crr

MÉTRO Joliette, beau petit duplex, carport au 2 étages, portes et boiseries d'origine, armoire de plâtre, garage, 189 000 \$, M. Lapointe, ReMax Alliance crr, imm. 514-374-4000

MÉTRO LANGELIER, Duplex Rosemont, Duplex près parcs, écoles, services, Occ. double, 265 000 \$, La Capitale Rémi Roy crr 514-353-9942

MTL MERCIER, cottage, tout bois franc, 3 ch., s/sol fin gar., 149 500 \$, 514-351-3037

NOUVEAU ROSEMONT, crr jumelés, 3 ch., garage, foyer, piscine, 239 000 \$, Century 21 Max-Immo crr, Louise Vanier 514-597-8320

OUTREMONT
700A de L'Épée, condo 4 ch., 2 s/bains, stat., réfrigérateur à neuf, 275 000 \$ (URJEN) Sutton Accés crr 514-727-7575

P.A.T. nouveau sur le marché, 1000 sq. ft., 3 + 1 ch., s/sol fin, thermo., 29x43 + 13 000 pi. car terrain., piscine creusée, foyer, aspirateur central, garage, 189 900 \$, J. Delino (514) 835-9636, Capitale Prestige

PLATEAU, 3 chambres
www.danielclaud.com
ReMax/Century 514-281-5501

PLATEAU, excellent duplex orienté, bien rénové, s/sol fin, 239 000 \$, Biju (514) 282-6144
Villier duplex, bois, 159 500 \$, Carlos 514-374-4000/ReMax

PLATEAU, rare 5½, merzanie, 1182 pi. car., décoration, const., 2001, 2 riveaux, 2 s/bains, bois franc, foyer, 6 électros, 2 grandes terrasses, 4520 \$/St-Dominique, libre 1er déc. 239 000 \$, 514-282-6144

PLATEAU, Nouveau sur le marché, cinplex, r. de ch. 7½ rénové, 68 289 000 \$, Jean Robert Benoit, 514-231-3324, Novimm Excellence crr

REPENTIGNY superbe condo 3 ch., foyer, près de tout, impeccable, 89 900 \$, Jean Degagné (514) 644-0000, ReMax De La Pointe Crr

ROSEMONT, 2x4½ + bachelier, stat. 123 000 \$, M. Thellier 514-255-2347 Optimum crr

ROSEMONT, 2x2 dét., 30' façade, Très grand terrain, secteur très recherché, 329 000 \$, 514-725-9799

ROSEMONT, 4 plex semi-condo, 239 000 \$, pour investisseurs sérieux, La Capitale Rémi Roy crr 514-353-9942

ROSEMONT, cottage semi-dét., neuf, briques, lattes de bois, foyer, garage double, 239 900 \$, 514-767-3319

ROSEMONT immense triplex dét. bach. 6230-34 Lemay, près services, S. Thomas (514) 881-8553, Excelsior Crr

ST-LÉONARD condo 4½, nouveau 3 ch., construction 98, stat. Près de tout, Bien décoré, 124 900 \$, J. Delino (514) 835-9636, Capitale Prestige

103 VIEUX-MONTRÉAL

CONDO - 1 McGill

Grand 4½, 2 ch., loggia, garage, 269 000 \$, 514-842-5788

SUPERBE condo de type cottage, très bien éclairé par l'océan, fenestration 2+1 ch., 2 s/bains, garage, Carole Baillargeon, 514-912-5243 Century 21, Max-Immo, courtier imm.

105 LAVAL, RIVE-NORD

BLAINVILLE, joli bung, complètement rénové, terrain de plus 8000pi, car, boisé, piscine creusée, 2 s/bains, Rémax Les Associés crr, 450-434-3632

CHOMEDEY crr, 1990, 3 ch., s/diner foyer s/sol fin, 224 000 \$, M. Barbeau, ReMax Immo-Contact, 450-661-6310

DUVERNAI, Val des Arbres, superbe triplex très luxueux, 4+1 ch., 2 s/bains, Garage double, terrain 9987 crr, 299 000 \$, Visite libre dim. 10 novembre de 14h à 16h au 2700, Chicoutimi, René Lassonde, 514-915-3831, Century 21 Max-Immo, courtier immobilier

FABREVILLE, Grand bung, 4 ch., s/sol fin, au 675 rue Frida, 139 000 \$, 514-324-6948

STE-DOROTHÉE, bung, dét., garage, 1000 \$, Sutton crr, Mme Gilda, 514-382-2929

STE-DOROTHÉE, cottage 1999, 3 c. à c., foyer, gar., pl. lattes, fenêtres à manivelle, à 2 min. de l'école, 145 000 \$, 179 900 \$, 450-969-0643

STE-ROSE, crr, dét. neufs, prise de possession 1er déc. 1999, 174 500 \$ - 199 500 \$, 514-214-1315

VIMONT, bung, 1986, 2+2 c.a.c., 2 s/bains, impeccable, M. Lapointe, ReMax Alliance crr, imm. 514-374-4000

BROSSARD vue sur le fleuve, pont Champlain, penthouse plus de 2000 pi. car, 2 s/bains, 2 grandes terrasses, Visite dim. 10 h à 12 h, 514-353-9942

LA PRAIRIE, crr 4 ch., garage, foyer, piscine, 184 900 \$, Agent a/bien 514-444-0596

LA PRAIRIE, Grand boisé, crr., 2 + 1 ch., 2 s/bains, s/sol fin, poêle combustion, cabanon, clôturé, 514-708-4227

107 BANLIEUE OUEST

POINTE-CLAIRE, par propriété, luxe maison de ville, cul de sac, pl. bois franc, 3 étages, 2 grandes ch., 2 s/bain, garage, cour pavée, arros. Faut voir! 178 000 \$, 514-951-1915

109 LAURENTIDES LANAUDIÈRE

JOLIETTE, Notre-Dame-Des-Prairies, 55 Pierre, bung, 77, terrain 90x90, 3 ch., s/sol fin, 94 500 \$, 514-213-4376

MORIN-HIGHTS, maison style chalet suisse, très éclairée, 1974, rénovation, bien entretenue, 1000 \$, 514-282-6144

PIERREFONDS, prévu pour immeuble appartements de 3 étages ou condos, Possibilité de 5 immeubles de 8 unités, (514) 695-2823

110 CANTONS DE L'EST

BROMONT, grande maison, style rustique, 2400 pi. car, boisé, 163 000 \$, 450-794-5185

112 BORD DE L'EAU

A ST-JENON, bord lac Tessier, magnifique résidence 2900 pi. car, habitable, 1013 pi. car, vaste salon, toit cathédrale, avec foyer central circulaire en bass. Grande terrasse donnant sur 2 garages isolés. Terrain paysager 28 300 pi. car. Idéal pêche truite et/ou sports d'hiver. 189 000 \$ Asselin & Ass. crr, 450-752-0235

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS

AHUNTSIC, 3 pces 700 pi. car., 1 ch., lattes, très propre, 2e étage, 107 000 \$, 514-282-6144

MAISON DE VILLE 900 pi. car. + s/sol, 2 ch., 3 lat., 174 900 \$, La Capitale Avantage crr 514-282-6144

A ST-LAURENT Jardin du Parc Caron VISITES LIBRES SAM-DIM 12 H À 17 H CONDO - NEUFS

2x4½, 1x5½, édifice en béton, pl. bois franc, stat. in. 10 min. centre-ville par train de banlieue

ATTENTION! À qui la chance? Joli condo rénové, à Outremont, plus de 1700 pi. car., superbe terrasse, stat., 3 ch., 1.1 s/bains + 1 s/sol fin, rangement, près métro et tous services, n'attendez plus. 289 000 \$, Olivier Lebrun, Sutton Immobilia Inc. 514-574-9772

115 CONDOMINIUMS, COPROPRIÉTÉS

BOUL. GOUIN E., Cascades des Prairies, 17½, super condo, 3 ch., vue splendide, piscine, 179 900 \$, Joanne Wilkie, ReMax crr 514-353-9942

Canal - Marché

Lofts sur le canal 700 à 2000 pi. car. Prix pré-construction. 937-2100

CENTRE-SUD, Nouveau, 2 ch., grand salon, foyer, const. 2001, Faut vendre! 149 000 \$, Genevieve Couillard, ReMax 514-644-0000

HABITAT '67

Magnifiques résidences. Vues sur ville ou fleuve. Terr. jardin. Stats int. Tous services. Navette centre-ville, vendre ou louer

NOUVEAU PRÉ-VENTE
Rue Nicolet condos rénovés 4½, 2 ch., 900 pi. car., semi-dét., à partir de 455 000 \$, Visite libre dim. 1692 Nicolet 14h-16h, 514-992-3990

OUTREMONT, loft-penthouse 1050 pi., 1 ch., unité murale, foyer, tourbillon, meuble + électros, 179 900 \$, Joanne Wilkie, ReMax crr 514-353-9942

PLATEAU 1447 Montcalm, 7½, 5

Le plus mauvais trimestre de l'année pour les grands magasins

RICHARD DUPAUL

LES CANADIENS ont réduit leurs dépenses dans les grands magasins au troisième trimestre, de sorte que ces établissements ont vu leurs ventes diminuer de 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit d'un premier repli dans ce secteur depuis le quatrième trimestre de 1999. Cependant, cela ne veut pas nécessairement dire que les consommateurs sont à bout de souffle, affirme une économiste, qui maintient que le commerce de détail est toujours en croissance au pays.

Pour le mois de septembre, les ventes des grands magasins, tels que Sears, La Baie, Wal-Mart et Costco, ont reculé de 3,2 % par rapport au mois d'août pour s'établir à 1,7 milliard de dollars. C'est

le montant le plus faible enregistré jusqu'ici en 2002, a annoncé hier Statistique Canada. En janvier, les ventes des grands magasins avaient atteint un sommet de 1,78 milliard et elles ont fluctué de 1,70 à 1,78 milliard depuis ce temps. Malgré une baisse récente de la clientèle, les ventes des grands magasins au troisième trimestre ont été de 5,6 % plus élevées que celles du troisième trimestre de 2001, note l'agence fédérale.

De septembre 2001 à septembre 2002, les ventes dans ce secteur ont aussi augmenté dans toutes les provinces sauf en Ontario et au Nouveau-Brunswick, où des reculs de 0,4 et 0,6 % respectivement étaient observés. Au Québec, les grands magasins ont fait de bonnes affaires, avec une forte hausse de leurs ventes de 7,2 %.

Selon Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins, la performance récente des grands magasins ne donne pas nécessairement une bonne indication de l'activité dans tout le secteur du commerce de détail, dont les résultats pour le mois de septembre seront connus le 22 novembre. Les grands magasins accaparent un peu plus du tiers des recettes totales de l'industrie. « Toutefois, les chiffres des grands magasins ne sont pas un indicateur fiable », dit M^{me} Noreau. D'ailleurs, elle prévoit toujours que les ventes au détail ont crû de plus de 3 % au troisième trimestre (variation annuelle basée sur des dollars constants de 1997). Son optimisme repose sur le fait que le marché du travail demeure vigoureux au Canada, comme en font foi les quelque 427 000 emplois créés

au cours des neuf premiers mois de 2002. « Et on sait qu'un marché de l'emploi actif milite en faveur du commerce de détail. »

Elle souligne aussi que l'activité soutenue dans le secteur immobilier incite généralement les ménages à dépenser plus pour l'achat de matériaux de construction (rénovation), d'appareils électro-ménagers et de meubles entre autres. Sans oublier que le secteur de l'automobile (responsable du quart des ventes au détail) et celui des services étaient encore actifs aux dernières nouvelles. Globalement, Desjardins continue de croire que l'économie canadienne va enregistrer une croissance respectable au quatrième trimestre, soit de 3 à 3,5 %. Et pour l'ensemble de l'année 2002, l'institution financière mise sur une croissance de 3,4 % de l'économie.

Les Canadiens ont retiré 1,25 milliard des fonds communs en octobre

d'après Bloomberg

TORONTO — Le mois dernier, les investisseurs canadiens ont retiré 1,25 milliard de dollars des fonds communs de placement, soit une hausse de 14 % par rapport au mois précédent, même si les indices boursiers nord-américains étaient à la hausse, écrit le *Globe and Mail*.

Ainsi, octobre était le septième mois d'affilée au cours duquel les investisseurs ont retiré davantage d'argent des fonds communs de placement qu'ils n'y en ont mis, précise le journal. Le rachat net était de 1,1 milliard en septembre, selon le *Globe*, qui cite l'Institut des fonds d'investissement du Canada.

Le mois dernier, l'indice Dow Jones a gagné 10,6 % tandis que l'indice Standard & Poor's 500 se haussait de 8,6 %. Les actions canadiennes ont cependant moins bien fait, affichant un modeste gain de 1,1 % seulement au cours de la même période, précise le journal.

Parmi les compagnies qui ont produit un rapport à ce sujet, c'est le RBC Funds Inc., propriété de la Banque Royale, qui a connu le rachat net le plus élevé, les investisseurs ayant vendu pour 428 millions de dollars de plus qu'ils n'en ont acheté, indique le *Globe*. En octobre, les actifs des fonds communs de placement ont été en hausse de 1,1 %, pour atteindre entre 382 milliards et 387 milliards, par rapport au mois précédent.

Technologie étonnante, taille épatante.

NOUVEAU

- Virtuose aux talents multiples doté d'un zoom optique 10x / zoom numérique 200x
- Permet de créer des vidéos numériques spectaculaires
- Saisit des photos XGA à haute définition
- Enregistre des films en format Motion JPEG
- Compatible avec les cartes mémoire SD / MMC

1 399,99 \$[†]



ELURA 40 MC



Mini DV

NOUVEAU



2 199,99 \$[†]

optura 200 MC
CAMÉSCOPE NUMÉRIQUE

- Images fixes 1.33 mégapixels et XGA Motion JPEG
- Zoom optique 10x / zoom numérique 200x avec stabilisation d'image optique
- Compatibilité PC améliorée à l'aide d'une fonction caméra Web et d'un port USB
- Impression directe avec l'imprimante photo CP-100 et avec les imprimantes à bulles d'encre S830D et S530D
- Compatibilité avec les cartes mémoire SD / MMC

GRATUIT
ShowBiz
Logiciel de montage vidéo*



Valeur au détail
99 \$

NOUVEAU



299,99 \$[†]

IMPRIMANTE PHOTO CARTE
CP-100

- La simplicité en trois étapes: prise de vue, connexion, impression. Aucun ordinateur requis contrôle total à partir de l'Optura 200MC
- Quatre formats d'imprimés: photos couleur 4 po x 6 po, photos en format carte de crédit, étiquettes en format carte de crédit et 8 mini-étiquettes/mini-autocollants
- Moins de 90 secondes pour imprimer une photo 4 po x 6 po
- Technologie de sublimation thermique 300 points-pouce haute définition et haute qualité avec revêtement protecteur transparent durable

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez www.canon.ca

Canon SAVOIR FAIRE^{MC}



ÉTONNEZ-VOUS.

Canon est une marque déposée et Canon SAVOIR FAIRE est une marque de commerce de Canon Inc. MultimediaCard est une marque de commerce d'Infineon Technologies AG. Mac et le logo Mac sont des marques de commerce d'Apple Computer, Inc., déposées aux États-Unis et dans d'autres pays. Microsoft, Windows et le logo Windows sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et (ou) dans d'autres pays. Le logo Designed for Windows XP se rapporte au caméscope numérique et à son gestionnaire seulement. Les images à l'écran sont simulées. * Cette offre postale est en vigueur du 1er octobre au 31 décembre 2002. Pour obtenir tous les détails, visitez www.canon.ca. Le logiciel ShowBiz est offert en versions française et anglaise. Le logiciel ShowBiz est présenté dans un ensemble promotionnel spécial et ne correspond pas à l'illustration. † Les détaillants peuvent vendre à un prix inférieur.



Affaires

700

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

ASSOCIÉ(E) RECHERCHÉ(E). Régions : Mtl, Rive-Nord, Rive-Sud. Contact-Tel Inc. entreprise spécialisée dans la publicité pour mise en attente téléphonique, en affaires depuis 15 ans, bien établie dans les régions de Québec et Montréal, recherche associé(e) pour la vente et distribution de ses produits et services. Informations additionnelles e-mail: jpelletier@contact-tel.com ou tél. 1-800-667-9648

ASSOCIE investisseur, gestionnaire, diffusion infopub TVA, domaine santé, beauté, relaxation, grand potentiel. J.R. 514-331-1641

MTL pour peintre débosseleur, bâtisse, 10 000' car. + équipement et "showroom". Achalandage. Permis vente d'autos. Vincent Bussièrès, Century 21 ctr. 514-529-0454

PLATEAU Café resto, excellent site sur Rachel. Opportunité pour couple, à 78 000 \$. Aussi autre restaurant rue Laurier. Vincent Bussièrès

Century 21 ctr 514-529-0454

715

SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

1RE-2E HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

1re et 2e hypothèque
Balance de vente
Financement intermédiaire
ACE MORTGAGE CORP.
(514) 731-8585 "agent protégé"

R 705

MAUVAIS DOSSIER DE CRÉDIT?
Nouveau service au Québec. Confidentialité et solution garantie. 514-484-1867 # 269.

PRÊTEUR PRIVÉ

1E-2E HYPOTHEQUE., 450- 448-5652

PRÊTEURS ET EMPRUNTEURS
recherchés pour 1ère ou 2ème hypothèque
Notaire - (514) 272 - 5756

COMPAGNIE D'INGÉNIERIE ET FABRIQUANT DE MACHINERIE

Nous pouvons fabriquer pour vous de l'équipement de fabrication efficace et fiable.

Nous offrons :

- Main-d'œuvre de grande qualité, prix concurrentiels, livraison en temps voulu.
- Design électrique et mécanique
- Conception et assemblage de panneaux électriques
- Atelier d'usinage
- Programmation : PLC, HMI, entraînement, etc.

Nous pouvons utiliser vos dessins /ébauche ou les nôtres ; ingénieur en mécanique et en électricité disponibles pour conception et programmation. Equipement fabriqué, assemblé et testé dans nos ateliers tout équipé

Veillez communiquer avec

M. Yves Lapointe, Tél. 514 636-3121.

Fax: 514 636-3288

courriel : ylapointe@attcanada.ca

R 715



Avis

800

850

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la compagnie **2855-6041 QUÉBEC INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Talbot, Martel

Procureurs de la compagnie

R 850

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la société **2639-8693 QUÉBEC INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Talbot, Martel

Procureurs de la compagnie

R 850

AVIS D'INTENTION DE DISSOLUTION

PRENEZ AVIS que la société **LES INVESTISSEMENTS STROTHER INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre, conformément à la Loi sur les compagnies.

Signé à Montréal, ce 30 septembre 2002

Ronald Strother, secrétaire

R 850